

DANS UNE ALLOCUTION PRONONCÉE
EN SON NOM PAR LE PREMIER MINISTRE À FREETOWN

Tebboune appelle à élargir la coopération Sud-Sud

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé à élargir la coopération entre les pays du Sud pour inclure, au-delà des domaines traditionnels, les grands enjeux internationaux tels que le climat, la migration, l'énergie, la sécurité alimentaire et hydrique, ainsi que l'intelligence artificielle. P 3



ARRÊT TEMPORAIRE
DE LA RAFFINERIE
DE SKIKDA

Sonatrach rassure :
«Aucun impact sur
l'approvisionnement»

Le groupe Sonatrach a annoncé, hier, l'arrêt temporaire de la raffinerie de Skikda, la plus grande du pays. Cet arrêt, d'une durée prévue de 25 jours, s'inscrit dans le cadre de travaux de maintenance planifiés, selon un communiqué publié par le groupe.

P 2

COLLECTE DE PEAUX OVINES
DURANT L'AÏD EL-ADHA

**Un plan d'action
élaboré par
l'Algérienne
des cuirs**

À un mois de l'Aïd al-Adha, période clé pour l'industrie du cuir en Algérie, Hamid Belkhir, PDG de la filiale l'Algérienne des cuirs et dérivés (ACED) du groupe GETEX, a détaillé les efforts déployés pour relancer cette filière stratégique. Au cœur de l'initiative, la collecte structurée des peaux de moutons sacrifiés durant l'Aïd et la modernisation de l'écosystème industriel du cuir.

P 3

SALON NATIONAL
DE L'ÉLEVAGE

**L'Etat et les
opérateurs
s'engagent à
relancer la filière**

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa a mis en lumière, mardi à Tizi-Ouzou, les efforts concertés de l'Etat et les opérateurs pour la relance de l'élevage et la hausse de la production nationale du lait et des viandes.

P 5

AVEC LA PARTICIPATION DE 70 EXPOSANTS

**Ouverture du 2^e Salon du
cosmétique et des produits
de beauté à Oran** P 2

ETATS-UNIS

**Baisse plus marquée
qu'attendu des stocks
de pétrole** P 3

ORAN

**Plus de 28.100 postes
d'emploi créés en 2024** P 6

ENTREPRENEURIAT

Lancement d'un centre d'innovation aux standards internationaux à Guelma

Le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a supervisé, lundi dernier, l'inauguration du centre d'innovation de la wilaya de Guelma, en présence de la wali de la wilaya, ainsi que de plusieurs représentants du milieu universitaire et des organismes soutenant l'entrepreneuriat. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un programme de terrain faisant partie de la politique de l'État visant à renforcer et encourager l'innovation au niveau local. À cette occasion, le ministre a souligné, selon un communiqué du ministère, la nécessité de dépasser le modèle traditionnel dans le traitement des projets innovants, en ouvrant la voie aux jeunes innovateurs, en prenant en charge leurs préoccupations et en les incitant à conquérir les marchés internationaux. Il a également affirmé que le centre d'innovation de Guelma représente une pierre angulaire dans la construction d'une économie de la connaissance renouvelée, et une véritable rampe de lancement pour les projets et initiatives innovantes. Lors de sa visite à l'Université de Guelma, le ministre l'a qualifiée de « modèle » et « exceptionnelle », en raison de son engagement précoce et efficace dans le soutien à l'entrepreneuriat. Cela en fait un acteur clé pour ancrer la culture de l'entrepreneuriat au sein de l'université algérienne. Le ministre a également salué la contribution de l'université dans l'accompagnement des étudiants et l'incubation de leurs idées dans un environnement intégré avec son tissu économique et social.

ARRÊT TEMPORAIRE DE LA RAFFINERIE DE SKIKDA

Sonatrach rassure : «Aucun impact sur l'approvisionnement»

Le groupe Sonatrach a annoncé, hier, l'arrêt temporaire de la raffinerie de Skikda, la plus grande du pays. Cet arrêt, d'une durée prévue de 25 jours, s'inscrit dans le cadre de travaux de maintenance planifiés, selon un communiqué publié par le groupe.

Par Selma R

Tout en précisant que l'arrêt est maîtrisé et organisé, Sonatrach a tenu à rassurer sur la continuité de l'approvisionnement du marché national en produits pétroliers, ainsi que le respect des engagements envers ses clients internationaux. Lors d'une visite de travail et d'inspection effectuée dans la wilaya de Skikda, le PDG du groupe, Rachid Hachichi, s'est rendu dans plusieurs unités industrielles, dont la raffinerie de pétrole de Skikda, située dans la zone industrielle. Dans son allocution, M. Hachichi a affirmé que toutes les dispositions logistiques et opérationnelles ont été prises pour assurer un approvisionnement régulier du marché pendant la période de maintenance. Il a également salué les efforts des techniciens et ouvriers mobilisés, soulignant que les travaux se déroulent dans de bonnes conditions, conformément aux normes de sécurité et de sûreté en vigueur. Cette opération de maintenance concerne trois unités principales de cette raffinerie géante qui assure « 67% des besoins du marché algérien en carburants et produits pétro-

liers », selon la même source. Il s'agit des de distillation pour le traitement du pétrole brut, de séparation du propane et du butane et de production d'essence, a précisé Sonatrach. Lors de la deuxième étape de sa visite, M. Hachichi a inspecté le projet de réalisation du gigantesque réservoir de gaz naturel liquéfié au complexe de liquéfaction de gaz « GL1K », relevant de l'activité de liquéfaction et de séparation, avec une capacité totale estimée à 150 000 mètres cubes. Il a pris connaissance de l'état d'avancement des travaux, qui ont atteint un taux de 76 %. Ce projet vise à augmenter la capacité de stockage et à améliorer la flexibilité des opérations de chargement et de déchargement, ce qui renforcera les capacités d'exportation et répondra à la demande croissante à l'échelle internationale pour cette énergie propre, ajoute le communiqué. La délégation a également visité le site de l'incinérateur industriel du complexe « GL1K », qui contribue à la réduction de l'empreinte carbone, dans le cadre de la stratégie climatique de Sonatrach visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, ainsi que du plan de décarbonation des opé-

rations de production de gaz naturel liquéfié (GNL) et de gaz de pétrole liquéfié (GPL), selon le même communiqué. La visite a aussi inclus une inspection du projet du complexe pétrochimique pour la production de l'alkylbenzène linéaire (LAB), actuellement en cours de réalisation suite à la signature du contrat avec la société italienne Tecnimont le 7 mars 2024. Le taux d'avancement des travaux est d'environ 20 %. Ce projet vise à valoriser les produits pétroliers (kérosène et essence) disponibles à la raffinerie de Skikda, et à répondre à la demande nationale croissante en matière de LAB, utilisé dans la fabrication de produits de nettoyage. Il permettra également de couvrir le marché national et d'exporter l'excédent à partir de la fin de l'année 2027, selon le même communiqué. Le Président-Directeur Général a réaffirmé, à la fin de sa visite, l'engagement de Sonatrach à développer ses infrastructures industrielles selon les normes techniques et environnementales les plus élevées, afin de renforcer sa position de leader dans le secteur de l'énergie, tant au niveau national qu'international.

AVEC LA PARTICIPATION DE 70 EXPOSANTS

Ouverture du 2^e Salon du cosmétique et des produits de beauté à Oran

La deuxième édition du Salon du cosmétique et des produits de beauté "CosmeOran", s'est ouverte mercredi au Centre des conventions d'Oran (CCO), avec la participation de 70 exposants, a indiqué Meriem Ferrah, organisatrice de l'événement. Les

exposants sont tous des producteurs algériens, présents à ce Salon pour promouvoir leurs produits, a-t-elle souligné à l'APS en marge de la cérémonie d'ouverture. De larges gammes de produits de beauté, dermatologiques et capillaires sont présentées dans

ce Salon ouvert au grand public, a-t-elle noté. L'exposition qui se poursuit jusqu'au 10 mai prévoit un espace "CosmeOran show", pour faire des démonstrations de différents produits pour le grand public, ainsi qu'un espace "CosmeOran Academy" qui offre des forma-

tions sur l'utilisation de certains produits au profit des professionnels. Le Salon a enregistré l'année passée, 10.000 visiteurs et table cette année sur 20.000, grâce à l'augmentation du nombre d'exposants passé de 50 à 70, a-t-elle ajouté.

CONSTANTINE

Réception début juin prochain de 9 nouveaux centres de proximité de stockage des céréales

Neuf (9) nouveaux centres de proximité destinés à renfoncer les capacités de stockage des céréales dans la wilaya de Constantine, seront réceptionnés d'ici juin prochain, a-t-on appris mercredi auprès du directeur des services agricoles (DSA), Djamel Benchama. D'une capacité globale de 450.000 quintaux, ces nouveaux centres de proximité de stockage de céréales sont répartis à tra-

vers les communes d'Ain Abid (2), de Zighoud Youcef (2), d'Ibn Ziad (2), de Ben Badis (2) et d'Ain Smara (1), a indiqué le même responsable dans une déclaration à l'APS. L'opération, a souligné la même source, s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant la consolidation de la sécurité alimentaire et la réponse aux préoccupations des céréaliculteurs liées au stockage

et au conditionnement des récoltes. Ces structures de stockage de proximité seront opérationnels "avant le début de la campagne de moissons-battage qui sera lancée le 15 juin prochain", a-t-il encore affirmé. Le secteur agricole dans la wilaya de Constantine dispose actuellement de 15 points similaires existants d'une capacité globale de 1,7 million de quintaux, a-t-on rappelé.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

DANS UNE ALLOCUTION PRONONCÉE
EN SON NOM PAR LE PREMIER MINISTRE À FREETOWN

Tebboune appelle à élargir la coopération Sud-Sud

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé à élargir la coopération entre les pays du Sud pour inclure, au-delà des domaines traditionnels, les grands enjeux internationaux tels que le climat, la migration, l'énergie, la sécurité alimentaire et hydrique, ainsi que l'intelligence artificielle.

Synthèse Z R.

Le chef de l'État a souligné, dans une allocution prononcée en son nom par le Premier ministre Nadir Larbaoui, lors de la séance d'ouverture des travaux du Troisième Forum africain de haut niveau sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, tenu à Freetown (Sierra Leone), que l'Algérie a fait de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire un pilier fondamental de sa politique étrangère, convaincue de leurs vertus en tant que leviers de paix, de prospérité partagée et de développement durable. Il a insisté sur le fait que l'Algérie continuera à défendre un monde multipolaire, basé sur la solidarité, la coopération, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le président Tebboune a réaffirmé, en outre, que l'Algérie demeure pleinement engagée dans les efforts internationaux pour promouvoir la coopération Sud-Sud, notamment dans le cadre des organisations multilatérales auxquelles elle appartient. Il a rappelé que « l'Algérie a toujours été en première ligne des démarches visant à instaurer un nouvel ordre économique mondial fondé sur la justice et le droit au développement ». Dans ce contexte, le président Tebboune a rappelé « les nombreuses initiatives et décisions importantes prises par l'Algérie pour consacrer cette démarche, telles que la création de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, ainsi que la révision du cadre juridique et institutionnel de l'investissement

ment, afin d'affirmer son engagement à faciliter les partenariats, encourager l'investissement, créer des opportunités d'emploi et renforcer les liens économiques entre les pays du Sud. Il a également souligné la volonté de l'Algérie d'intégrer la coopération Sud-Sud dans sa stratégie nationale de développement et de poursuivre l'octroi de soutien et d'aide en faveur des pays confrontés à des difficultés économiques et de développement.

Une diplomatie active au sein des structures multilatérales

Afin de garantir l'efficacité de ces efforts, le Président de la République a indiqué que l'Algérie a adopté une approche globale, fondée sur la promotion du dialogue et de la communication constructive, tout en participant activement aux cadres multilatéraux dédiés à la coopération Sud-Sud, tels que le Groupe des 77 + Chine et le Mouvement des non-alignés. Cette démarche a permis à l'Algérie de jouer un rôle actif dans le renforcement de l'intégration régionale et de l'autonomisation mutuelle, indique-t-il. Le Président algérien, Abdelmadjid Tebboune, a estimé que la présidence algérienne du Forum des chefs d'État et de gouvernement du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs incarne l'engagement profond du pays en faveur de la promotion de la bonne gouvernance et de sa contribution aux efforts d'intégration du continent africain, notamment à travers l'instauration de la paix, de la stabilité et de la prospérité. Il a également salué l'élargissement du mandat et des missions de l'Architecture africaine de gouvernance en 2017,

qui inclut désormais le suivi et l'évaluation de l'Agenda africain 2063 ainsi que du Programme de développement durable à l'horizon 2030, visant à atteindre les objectifs de développement et de bonne gouvernance. Cette évolution a constitué un tournant décisif, permettant une approche plus globale des questions de gouvernance et de développement sur le continent. Ce mécanisme africain a permis, ajoute-t-il, à travers plus de 30 examens nationaux et ciblés, de formuler des visions et recommandations concrètes, sous direction africaine, dans les domaines de la gouvernance politique et économique, de l'égalité et du renforcement des capacités institutionnelles. Le président Tebboune a également souligné que ce mécanisme africain incarne les principes de la coopération Sud-Sud. Il s'agit d'un outil continental fondé sur le dialogue entre pairs et l'échange d'expériences entre États membres, qui reflète l'ambition collective de l'Afrique à promouvoir les pratiques démocratiques et à consolider les fondements de l'État de droit. Par ailleurs, le Président Tebboune a précisé que l'Algérie, consciente de sa responsabilité continentale, contribue au renforcement de la coordination entre les organes de l'Union africaine et les agences de développement, afin de mettre en œuvre les recommandations du mécanisme africain, notamment à travers des initiatives telles que le Programme africain de gouvernance, le projet de création d'une agence africaine de notation de crédit et le projet Gov-Tech, considérés comme des outils à fort potentiel de transformation, dans le cadre des efforts élargis de coopération entre les pays du Sud.

ETATS-UNIS Baisse plus marquée qu'attendu des stocks de pétrole

Les stocks de pétrole ont enregistré une baisse légèrement plus importante qu'attendu la semaine dernière aux Etats-Unis, selon des informations publiées mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Les réserves commerciales de brut ont chuté d'environ 2 millions de barils lors de la semaine achevée le 2 mai, alors que les analystes s'attendaient à une baisse d'environ 1,9 million de barils, d'après la médiane d'un consensus établie par l'agence Bloomberg. Au total et hors réserve stratégique, les stocks ont atteint 438,4 millions de barils. Cette diminution peut être attribuable au niveau d'activité des raffineries américaines, qui a augmenté. Ces dernières ont utilisé leurs capacités à 89% la semaine passée, contre 88,6% lors de la période précédente, à leur plus haut niveau depuis début janvier. Une activité plus élevée est de nature à faire baisser les stocks de brut car ceux-ci sont davantage raffinés. La réserve stratégique a elle aussi gonflé, à 399,1 millions de barils, au plus haut depuis octobre 2022. En revanche, les stocks de brut au centre de livraison de Cushing (Oklahoma), principal terminal de livraison du WTI Etats-Unis, ont baissé d'environ 700.000 barils. En outre, les importations de brut vers les Etats-Unis ont augmenté (+10,15%), tandis que les exportations ont très légèrement reflué (-2,79%). Selon les données de l'EIA, la demande d'essence a reculé de plus de 4%, malgré l'approche de l'été, période où la consommation de carburant est importante. A la suite de la publication de ce rapport, vers 14H55 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, lâchait 0,63% à 61,76 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin, reculait de 0,58% à 58,75 dollars.

COLLECTE DE PEAUX OVINES DURANT L'AÏD EL-ADHA

Un plan d'action élaboré par l'Algérienne des cuirs

Par Sirine R.

Un mois de l'Aïd al-Adha, période clé pour l'industrie du cuir en Algérie, Hamid Belkhiri, PDG de la filiale l'Algérienne des cuirs et dérivés (ACED) du groupe GETEX, a détaillé les efforts déployés pour relancer cette filière stratégique. Au cœur de l'initiative, la collecte structurée des peaux de moutons sacrifiés durant l'Aïd et la modernisation de l'écosystème industriel du cuir. En effet, l'ACED table sur une collecte largement supérieure aux 500.000 peaux de mouton récupérées l'an dernier, grâce à l'importation d'une quantité importante de têtes ovines, à l'occasion de l'Aïd El-Adha prochain. « L'importation de têtes ovines devrait augmenter significativement le nombre de sacrifices, et par conséquent, le volume de peaux collectées », a déclaré hier à Alger le PDG de ACED, Hamid Belkhiri, sur les ondes de la radio algérienne. Chaque année, près de 5 millions de moutons sont sacrifiés, générant une importante quantité de peaux potentiellement

valorisables. Belkhiri déplore toutefois une perte massive de cette matière première faute de coordination. Pour y remédier, la société a mis en place un dispositif d'envergure, en collaboration avec les centres d'enfouissement techniques, les associations locales, et les wilayas. Des conventions ont été conclues avec ces derniers afin de structurer la collecte des peaux dans les différents quartiers du pays. « Nous avons signé des conventions avec ces centres pour leur permettre de collecter les peaux à des prix symboliques : 100 DA pour l'ovin, 400 DA pour le bovin, et 50 DA pour le caprin », a expliqué le PDG. En complément de cette démarche, des associations et des citoyens volontaires participent chaque année à cette opération en transportant les peaux vers les points de collecte, contribuant ainsi à la fois à la valorisation de la filière cuir et à la préservation de l'environnement. Pour le même responsable, la réussite de l'opération repose sur une mobilisation intersectorielle, impliquant les ministères de l'Industrie, de l'Agriculture, de l'Environnement, du Commerce, et des collectivités locales.

L'ACED a pu compter sur l'appui d'autres groupes industriels pour la mise à disposition de moyens logistiques. Par ailleurs, afin d'améliorer la qualité des peaux destinées à l'industrie du cuir, Hamid Belkhiri a révélé un projet de mise en place d'abattoirs mobiles, pour améliorer la qualité des peaux récupérées, souvent altérées par des dépassements non professionnels. Il a souligné que seules les peaux saines peuvent intégrer les chaînes de production de cuir. Un autre projet majeur consiste à valoriser les déchets de cuir en les transformant en fertilisants agricoles, dans une démarche d'économie circulaire. « Le projet est techniquement prêt, les essais sont concluants. Nous attendons les derniers détails administratifs pour démarrer la production », a-t-il indiqué, tout en incitant les start-up à investir ce secteur porteur pour dynamiser la filière et générer de l'emploi. Par ailleurs, M. Belkhiri a annoncé la réouverture, durant le premier semestre 2026, d'anciennes usines relevant d'ACED à Oran et Kharata restées fermées depuis

la décennie noire, dans le but de renforcer les capacités nationales de traitement du cuir. Réaffirmant l'engagement de Gitex en faveur de l'économie circulaire et de la protection de l'environnement, le PDG a révélé le lancement imminent d'une unité de recyclage des déchets de cuir en fertilisant agricole, précisant que les essais techniques ont été concluants et que l'entreprise attend les dernières validations avant le démarrage de la production. Dans une logique de développement inclusif, la filiale ACED mise sur l'implication des jeunes à travers le lancement de startups dans la collecte, la logistique et la transformation. Le groupe travaille en coordination avec le ministère des Startups pour faciliter leur financement et leur insertion dans la filière. Avec ces actions, ACED et le groupe GETEX se positionnent comme des acteurs clés de la relance de la filière cuir en Algérie, alliant tradition, innovation et responsabilité environnementale. À travers une stratégie intégrée et des partenariats publics-privés, ils espèrent faire de cette industrie un levier économique et social durable.

ENIE
Réouverture du
showroom
principal d’Alger

L'Entreprise nationale des industries électro-niques (ENIE) a annoncé, mardi dans un communiqué, la réouverture ce mercredi de son showroom principal d'Alger, situé dans la rue de Hassiba Ben-bouali. L'inauguration officielle de ce showroom ré-aménagé constitue pour l'entreprise "une nouvelle étape dans sa démarche visant à se rapprocher davantage de la clientèle et à améliorer la qualité de ses services", a précisé la même source. "Cet espace commercial incarne le retour en force de notre produit emblématique, le téléviseur Enie, fruit de plus de 40 années d'expertise et d'excellence", a ajouté le communiqué. La réouverture de ce point de vente revêt aussi "une forte valeur symbolique" pour l'ENIE qui réaffirme, à cette occasion, son engagement "à contribuer efficacement au développement de l'industrie nationale et à répondre aux besoins du marché local", tout en assurant qu'elle reste "ouverte à l'innovation et à la quête permanente de la qualité".

M^{ME} TAHER RENCONTRE L'EXPERT ALGÉRIEN KARIM ZAGHIB À MONTRÉAL

La concrétisation de projets de batteries «LFP» en Algérie à l’ordre du jour

La secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des Mines, Mme Karima Tafer a tenu mardi, à Montréal (Canada), une rencontre avec l'expert algérien Karim Zaghib, avec qui elle a examiné la concrétisation, en Algérie, de projets de batteries "LFP", constituées du trio lithium-fer-phosphate, a indiqué un communiqué du ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables. Cette rencontre avec le professeur Zaghib, l'un des plus grands experts mondiaux dans le domaine de l'énergie et des technologies de stockage, a eu lieu en marge de la participation de Mme Tafer aux travaux de la Convention et Exposition "CIM CONNECT", en présence des membres de la délégation algérienne. A cette occasion, le Pr Zaghib a présenté les avantages de la technologie des batteries LFP, en tant

que technologie "prometteuse" en termes de sécurité, de durabilité, de performances thermiques et de coût, mettant l'accent sur les grandes potentialités offertes par l'Algérie, grâce à ses riches ressources minières et à sa position géostratégique, qui en font un candidat solide pour accueillir des projets industriels pionniers dans ce domaine. De son côté, Mme Tafer a affirmé "l'engagement de l'Algérie à développer la chaîne de valeur liée aux minerais stratégiques, notamment le lithium, le phosphate et le fer", précisant que l'intégration des technologies de stockage d'énergie dans le système industriel national est "une étape fondamentale vers la réalisation de la transformation énergétique et le développement d'une industrie nationale propre et à valeur ajoutée". Cette rencontre a permis d'échanger sur les aspects pratiques

de la coopération scientifique et technique, notamment la formation et la recherche sur le terrain, pour l'installation de futures unités de production de batteries LFP en Algérie, "conformément aux aspirations du pays à devenir un acteur régional majeur dans le domaine des énergies propres et des technologies vertes". Lors de sa participation aux travaux de la Convention et Exposition "CIM CONNECT", la secrétaire d'Etat s'est entretenue avec des responsables de sociétés activant dans le secteur des mines. L'événement a été également l'occasion de prendre connaissance des dernières innovations en matière d'exploration, d'exploitation et de technologies numériques dans le secteur des mines, et des solutions modernes de gestion des impacts environnementaux liés aux activités minières.

ALIF - AFRICAN LEGAL INNOVATION FORUM

L’événement phare de l’innovation juridique en Afrique

La 1ère édition de l’African Legal Innovation Forum (ALIF) se tiendra le 10 mai 2025 à Alger. Organisé par SPAS JuridiLab, hub d’innovation juridique algérien labellisé par le Ministère

de l’Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, cet événement bénéficie du parrainage de ce dernier, mais également du soutien du Ministère de la Justice. ALIF réunira des acteurs clés du secteur juridique, des entrepreneurs innovants, des décideurs publics et privés, ainsi que des experts en intelligence artificielle et en LegalTech, pour débattre des enjeux et des opportunités liés à l'innovation dans le domaine juridique. En partenariat avec l'Ordre des avocats, des notaires et des huissiers de justice, ALIF vise à promouvoir l'intégration des technologies dans les pratiques juridiques en Afrique. En effet, l'événement mettra en lumière des solutions innovantes et explorera les défis liés à la transformation numérique des professions ju-

ridiques. Au programme de cette édition, des conférences animées par des leaders du secteur sur des sujets tels que l'intelligence artificielle, la cybersécurité et la transformation numérique des métiers du droit et des ateliers pratiques dédiés à l'optimisation des processus juridiques et à la digitalisation des services juridiques. En sommes, ce forum représente une occasion unique pour les avocats, notaires, huissiers de justice, directions juridiques et autres acteurs du secteur d'échanger sur les dernières innovations et d'explorer des pistes de collaboration. Parmi les partenaires de l'événement figurent des institutions publiques majeures, des entreprises technologiques et des organisations académiques.

FOIRES

La Safex lance un podcast médiatique pour exposer les expériences algériennes réussies

Le Groupe Safex a lancé un podcast médiatique pour mettre en lumière les expériences réussies d'exposants et participants aux foires nationales et internationales qu'il abrite, et promouvoir le produit national de manière moderne et interactive, a indiqué mardi un communiqué du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national. Supervisé par le ministère, cet espace médiatique constitue une plateforme innovante à travers laquelle le Groupe Safex accueille des exposants et des participants aux foires nationales et internationales qu'il abrite, pour exposer leurs expériences réussies, discuter de leurs projets et présenter leurs produits au large public, au niveau local qu'international, précise le communiqué. "Podcast Safex" se veut une nouvelle démarche dans le cadre de la stratégie du groupe public "en vue d'intensifier les contacts avec les opérateurs économiques et de donner une image vivante de la dynamique

économique que connaît l'Algérie, à la lumière des réformes profondes initiées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour consacrer une économie nationale productive et orientée vers l'exportation", ajoute la même source. Cette plateforme s'inscrit dans le cadre d'une "approche globale adoptée par le ministère pour réguler le marché national et encourager la production locale, en sus de valoriser les expériences nationales pionnières, en phase avec la nouvelle vision de l'Etat algérien visant à construire une économie durable et diversifiée". Le lancement de ce podcast intervient en concomitance avec la 27e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics "Batimatec 2025", organisé au Palais des expositions (Pins maritimes - Alger) du 4 au 8 mai. Les personnes souhaitant écouter les premiers podcasts sont invitées à consulter le site officiel de la Safex ou à les suivre via ses pages sur les réseaux sociaux, conclut le communiqué

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	2,14	1,60	6,30	6,96	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 405,00	1410,00	0,36	0,56	0,64	0,00	-	5568	7 850 880,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,75	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,37	1,33	12,10	5,43	4317	9 929 100,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,61	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	405,00	+1,25	0,21	-5,78	2,03	-	285	115 425,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية و الصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 06 ماي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 06 Mai 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	73	81	65	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	94	106	82	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	42	البصل الجاف	
	Ail vert	150	168	132	الثوم الخضراء	
	Carotte	71	80	63	الجزر	
	Navet	94	105	82	لفت	
	Petit pois	172	190	154	الجلبانة	
	Fève verte	87	98	75	الفول الاخضر	
	Courgette	83	96	71	الكوسة	
	Haricot vert	239	262	217	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	98	111	85	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	437	506	369	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	543	675	411	التمر	
	Banane	404	411	397	الموز	
	Fraise	289	328	249	الفراولة	
	Melon	195	218	172	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	133	149	116	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1749	1897	1600	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	361	373	349	الدجاج	
	Œufs (Unité)	14	15	13	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)	

SALON NATIONAL DE L'ÉLEVAGE

L'Etat et les opérateurs s'engagent à relancer la filière

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa a mis en lumière, mardi à Tizi-Ouzou, les efforts concertés de l'Etat et les opérateurs pour la relance de l'élevage et la hausse de la production nationale du lait et des viandes.

Synthèse S R.

Présidant la cérémonie d'ouverture du 1er Salon national de l'élevage et des productions laitières, M. Cherfa a souligné dans son allocution l'importance de ce rendez-vous qui, a-t-il dit, s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant à développer la filière de l'élevage et à renforcer la production nationale de viandes rouges, de lait et de ses dérivés.

« L'organisation de ce Salon à Tizi-Ouzou témoigne du rôle central de la région, véritable bassin laitier, dans la production de viande, de lait et de ses dérivés. La wilaya compte plus de 7.000 éleveurs et 33 laiteries-fromageries, qui transforment le lait frais local en fromages d'une qualité reconnue aux niveaux national et international», s'est félicité le ministre.

Il a rappelé que la tenue de cet événement fait suite aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur la nécessité de relancer la filière de l'élevage afin d'accroître la production nationale de viandes rouges et de réduire les importations dans ce domaine, tout en assurant la protection et la valorisation des races locales.

Le ministre a ajouté que ce Salon spécialisé, est considéré comme «une étape essentielle vers l'organisation d'événements similaires dans d'autres wilayas, dans le but d'élargir la participation des professionnels et des opérateurs, compte tenu de la diversité biologique et agricole qui caractérise les différentes régions du pays».

Il a également souligné que l'événement offre une plateforme d'échange d'expériences entre les participants et une opportunité pour s'informer sur les dernières innovations en matière de production et de transformation. L'objectif est d'améliorer la productivité et la qualité, de stimuler l'investissement dans ces secteurs et de favoriser l'exportation. Lors de sa visite des différents stands du Salon animés par plus d'une centaine d'exposants provenant d'une dizaine de wilayas, le ministre a noté que l'activité agricole a enregistré des "résultats très encourageants dans toutes les filières sans exception, y compris celles stratégiques comme les céréales". S'appuyant sur les résultats du Recensement Général de l'Agriculture de 2024 (RGA 2024), M. Cherfa a déclaré à la presse, en marge du Salon qui se tient jusqu'au 10 mai à la gare routière de Boukhalfa à l'entrée ouest de Tizi-Ouzou, que le sec-

teur agricole a connu des «mutations très importantes», notamment, un rajeunissement de la population agricole avec une part significative d'agriculteurs de moins de 50 ans.

Il a également mis en évidence le rôle croissant des femmes dans le secteur, soulignant leur contribution « significative », en particulier dans les régions montagneuses comme Tizi-Ouzou, où elles participent activement à la production locale.

Le potentiel agricole de Tizi-Ouzou est aujourd'hui jugé «très important dans toutes les filières (élevage, transformation, agro-industrie)», a-t-il dit, ajoutant que d'autres wilayas, telles que Boumerdès et Bouira, enregistrent également des résultats «encourageants» qui devraient s'améliorer grâce à la multiplication de ce type de manifestations favorisant les échanges entre professionnels.

«Ce genre de manifestation permettra de faire de l'agriculture un acteur très important dans le Produit Intérieur Brut (PIB)», a estimé le ministre, indiquant que «la valeur agricole annuelle est de 37 milliards de dollars, ce qui représente 15% du PIB national. Le secteur se place ainsi en deuxième position après les hydrocarbures en termes de contribution au PIB», a-t-il relevé.

ALGÉRIE-OMAN

Construire un partenariat économique prometteur gagnant-gagnant

Par R E.

La visite d'Etat effectuée par sa Majesté, Haïtham ben Tariq, Sultan d'Oman, dimanche et lundi en Algérie, a jeté les bases d'un partenariat économique stratégique prometteur entre les deux pays, fondé sur le principe "gagnant-gagnant" et reposant sur la diversification de l'économie et l'élargissement des domaines de coopération, selon des économistes. Dans des déclarations à l'APS, des experts en économie ont affirmé que l'annonce de projets conjoints, l'intention de renforcer les échanges commerciaux et la création d'un Fonds d'investissement commun illustraient la volonté politique des dirigeants des deux pays de promouvoir la coopération bilatérale. Dans ce sillage, l'expert en géopolitique et relations internationales, Arslan Chikhaoui a estimé que la visite effectuée par le Sultan d'Oman s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie omanaise globale visant à préparer l'après-pétrole et à diversifier les sources de revenus, à travers le renforcement des partenariats internationaux, notamment avec des pays dotés de ressources naturelles et industrielles comme l'Algérie qui représente, selon lui, la porte de l'Afrique. Pour sa part, l'Algérie œuvre à renforcer l'industrie locale et à attirer les

technologies et l'investissement étranger, en tant que priorités économiques, recoupant avec "Oman vision 2040" qui vise à développer divers secteurs notamment la pétrochimie, le tourisme, les énergies renouvelables, la robotique et les mines, a-t-il expliqué, précisant que l'attachement d'Oman à sa politique diplomatique pondérée en fait un partenaire fiable. L'économiste Houari Tighersi considère, quant à lui, que le rapprochement politique entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman était à même d'insuffler un nouvel élan au partenariat économique entre les deux pays et de renforcer le climat de confiance nécessaire à l'élargissement des investissements et à la diversification des partenaires économiques. Il a, en outre, mis en exergue l'importance des résultats de cette visite, ayant abouti à la création d'un fond d'investissement conjoint, constituant "un véritable point de départ pour la concrétisation de véritables partenariats dans des secteurs vitaux". Les accords signés entre les deux parties concernent pratiquement tous les secteurs, ce qui reflète la prise de conscience mutuelle des opportunités de complémentarité entre les deux économies, ainsi que la diversité des richesses de l'Algérie qui lui permettent d'attirer des investissements qualitatifs, notamment grâce aux avantages qu'offre le nou-

veau climat d'investissement dans le pays, a-t-il précisé. Ces projets contribueront à la diversification de l'économie algérienne, particulièrement à travers le développement de l'industrie manufacturière au lieu d'exporter les matières brutes, compte tenu du rôle qu'elle joue dans la création de richesse et de postes d'emplois, ajoute M. Tighersi.

Pour sa part, Abdelmalek Serrai, expert en économie a salué les résultats de la visite d'Etat effectuée par le Sultan d'Oman en Algérie, affirmant que les deux pays disposent de systèmes économiques dynamiques à même d'impulser leur partenariat économique vers des perspectives plus larges. Les divers projets convenus contribueront à la diversification de la base économique nationale, a-t-il dit, faisant observer que les deux pays partagent de nombreux points de convergence, tant au niveau culturel, politique qu'économique, ce qui permettra de hisser les relations bilatérales. Intervenant à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, cette visite avait été couronnée par la signature de plusieurs accords englobant les domaines des mines, des hydrocarbures, des industries pharmaceutiques, de la pêche, de l'agriculture, du travail, de l'éducation et de la justice.

UNE DÉLÉGATION DU GROUPE D'AMITIÉ ALGÉRIE-ITALIE À ROME Le renforcement de la coopération entre les deux pays au menu

Une délégation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Italie de l'Assemblée populaire nationale (APN) a passé en revue, à Rome (Italie), avec son homologue des deux chambres du Parlement italien, l'état des relations entre les deux pays et les moyens de les renforcer dans différents domaines, a indiqué mercredi un communiqué de l'Assemblée. Lors de cette rencontre, les présidents des deux groupes d'amitié ont évoqué l'état des bonnes relations entre l'Algérie et l'Italie, ainsi que les moyens de leur renforcement et développement, notamment dans le domaine parlementaire, et dans les secteurs des énergies renouvelables, de l'agriculture, de l'industrie et de l'intelligence artificielle, a précisé la même source. Les deux parties ont également abordé le Plan "Mattei" pour le développement de l'Afrique, une initiative lancée par la Première ministre italienne, Mme Giorgia Meloni, visant à "établir un partenariat stratégique efficace entre l'Italie et les pays africains, fondé sur le principe d'égal à égal et bénéfique pour toutes les parties concernées". Dans le cadre de ce Plan, les membres des deux délégations parlementaires ont rappelé "le premier et plus grand projet déjà concrétisé", à savoir le projet agricole ambitieux dans la wilaya de Timimoun, qui s'étend sur une superficie de 36.000 hectares, destinée à la production de légumineuses et de céréales, a ajouté la même source. Pour rappel, une délégation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Italie, conduite par M. Kamel Laouissat, président du groupe, effectue actuellement une visite en Italie à l'invitation de son homologue italien, M. Andrea Mascaretti.

L'AGENCE NATIONALE DES DÉCHETS À ORAN Des efforts pour formaliser la collecte des déchets recyclables

L'antenne de l'Agence des déchets (AND) à Oran tente, en collaboration avec la direction locale de l'environnement de formaliser le secteur de la collecte des déchets recyclables, à travers des actions de sensibilisation et d'accompagnement, a indiqué la cheffe de cette antenne, Sana Dahmane. S'exprimant en marge de la première édition du Salon de la qualité, de l'hygiène, la sécurité et l'environnement (QHSE) qui se clôture mercredi à Oran, Mme Dahmane a souligné que deux rencontres ont été tenues avec des collecteurs de déchets recyclables au niveau de la maison de l'environnement, pour les sensibiliser sur les avantages qu'offre le décret exécutif 25-62. "Ce décret promulgué au début de l'année 2025, offre plusieurs avantages, l'exonération d'impôts jusqu'à 5 ans notamment", a-t-elle expliqué, soulignant qu'à l'issue de ces rencontres une quarantaine de collecteurs ont entamé des démarches pour régulariser leur situation. Les collecteurs qui souhaitent se formaliser auront la possibilité de créer un registre de commerce et bénéficier d'une assurance sociale et ainsi sortir de la précarité et l'informel, a-t-elle encore affirmé. S'agissant de la participation de L'AND au salon QHSE, Mme Dahmane a expliqué que ce salon professionnel offre des opportunités pour découvrir des solutions HSE, dont le secteur de la gestion des déchets a aujourd'hui besoin pour standardiser ses normes de sécurité et d'hygiène, avec ce qui se fait dans le monde.

ORAN

Plus de 28.100 postes d'emploi créés en 2024

Les services de l'emploi de la wilaya d'Oran ont enregistré la création de plus de 28.100 postes d'emploi, au cours de l'année écoulée (2024), a indiqué, mardi, le wali, Samir Chibani. Dans son intervention, lors de la première session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), M. Chibani a précisé que 28.140 postes ont été créés, en 2024, grâce au lancement de nombreux projets. Un total de 34.505 offres d'emploi a été recensé, réparti entre les secteurs public et privé, couvrant les domaines des travaux publics, des services, de l'industrie et de l'agriculture, a précisé le premier responsable de l'exécutif local. Il a également fait savoir que tous les bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle et sociale parmi les diplômés ont été intégrés à titre de permanents dans les secteurs administratif et économique, avec un nombre dépassant les 84.000 bénéficiaires. Lors de la présentation du bilan annuel 2024, le wali a également évoqué plusieurs réalisations et projets stratégiques et de développement, citant, notamment, la mise en service de la rocade du port, la réalisation d'une usine de dessalement de l'eau de mer à Cap-Blanc, dans la commune de Aïn El-Kerma, ainsi que le lancement des travaux du nouveau tronçon ferroviaire Hassi Mefsoukh-Mostaganem sur 55 km, en plus de nombreuses opérations d'aménagement urbain ayant contribué à améliorer l'image de la ville. Il a également fait part de plusieurs projets réalisés au cours de la même période dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, des équipements publics, ainsi que du logement, avec la distribution de 6.834 unités toutes formules confondues. De son côté, la Commission du développement local, des équipements, de l'investissement et de l'emploi de l'APW a formulé plusieurs recommandations, notamment le renforcement des pépinières d'entreprises, des incubateurs et des centres de développement entrepreneurial, et l'orientation des jeunes vers la création de micro-entreprises via les dispositifs de soutien à l'emploi. Elle a également souligné l'importance de soutenir les grands projets générateurs d'emplois et de développer la sous-traitance. La Commission de la communication et des technologies de l'information et de la communication a, quant à elle, recommandé de poursuivre les efforts de modernisation du secteur à travers le développement des infrastructures existantes et l'investissement dans la formation continue.

CONSTANTINE

La sensibilisation sur les accidents impliquant le tramway, thème d'une journée d'étude

La sensibilisation sur les accidents de circulation liés au tramway a constitué le thème d'une Journée d'étude organisée mardi à Constantine à l'initiative de l'Unité opérationnelle de wilaya de la Société d'exploitation des tramways SETRAM.

L'adoption d'approches basées, notamment sur la sensibilisation, l'information et la formation en vue réduire le taux d'accidentalité sur les différentes lignes de ce moyen de transport moderne, ont été recommandées par les participants à cette événement auquel ont pris part, entre autres les services de sécurité, des spécialistes de l'université, des étudiants et des représentants de la société civile en plus de cadres centraux et locaux du secteur des Transports. Durant les 10 dernières années d'exploitation de ses tramways, la Société d'exploitation des tramways SETRAM a enregistré des résultats conformes aux standards internationaux en la matière, cependant, a indiqué M. Taher Hamache, directeur d'exploitation à la direction générale de la SETRAM, des efforts doivent être faits pour améliorer les

résultats et réduire au maximum le nombre des accidents signalés. Faisant état de 136 accidents corporels et 569 accidents matériels signalés sur les tracés des 7 tramways d'Algérie durant la période allant de 2022 à 2025, le même responsable a indiqué que la SETRAM œuvre à travers des actions préventives (sensibilisation, information, formation, contrôle internes d'exploitation et contrôle inopiné des vitesses, entre autres) à éviter ces événements redoutés. Selon les informations communiquées par M. Hamache, les tramways d'Alger, d'Oran et de Sidi Bel Abbès figurent dans le top des tramways enregistrant le plus grand nombre d'accidents, ajoutant que le plus clair des accidents (72% des accidents) signalés de 2022 à 2024 se sont produits au niveau des carrefours. Le tramway de Constantine en service depuis 2013 et qui couvre 18,4 km ex-

ploitable de la ville de Constantine jusqu'à la circonscription administrative Ali Mendjeli avec 21 stations et 14 carrefours a enregistré en 2024, une augmentation d'environ 50% en matière d'accidents par rapport à 2023, a indiqué le directeur de la SETRAM Constantine Dr. Youcef Bellatrache. Le même responsable, qui a mis l'accent sur l'importance du respect des signalisations, a indiqué que le plus grand nombre des accidents a été signalé dans des carrefours de la circonscription administrative Ali Mendjeli (El Istiklal, Ali Mendjeli et Annasr) avec 34 accidents déplorés dans ces carrefours en 3 ans, soit depuis la mise en service de l'extension du tramway vers cette nouvelle ville à ce jour, contre 24 accidents signalés en 11 ans sur le premier tracé qui prenait fin à la cité Zouaghi Slimane.

LAGHOUAT

Inauguration d'un centre de stockage et de distribution de carburants

Un centre de stockage et de distribution de carburants a été inauguré mardi au niveau de la zone industrielle de Bouchaker, commune de Laghouat, lors de la visite de travail effectuée par le Président-directeur général (P-dg) de l'entreprise Naftal, Djamel Cherdoud. Cette nouvelle installation s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Naftal visant à assurer un approvisionnement régulier et durable en carburants de la région Sud de la wilaya de Laghouat, et répondre aux besoins croissants en carburants notamment en périodes hivernale et estivale, selon

la fiche technique du projet. Dans la commune d'Aflou (110 km Nord de Laghouat), M. Cherdoud a inspecté le projet de réaménagement d'une station de services, une opération qui s'inscrit dans le cadre d'un plan global de modernisation des stations de services et leur équipement en moyens de sécurité, en plus de l'amélioration de la qualité de services offerts aux citoyens, dans le respect des normes environnementales et sanitaires en vigueur. Le Pdg de Naftal a également inspecté le centre de stockage de gaz butane, devant être délocalisée en dehors du tissu urbain, par me-

sure de sécurité publique afin d'éviter d'éventuels risques et sécuriser la population et les installations avoisinantes. A Aflou, le même responsable a visité le dépôt de carburants où il a suivi un exposé sur un projet d'extension de la capacité de stockage et d'amélioration des capacités de pompage et de distribution. Dans un exposé présenté sur les équipements de sécurité et de santé professionnelle, il a été fait état de la rénovation des unités de stockage de gaz de pétrole liquéfié (GPL-c), leur équipement en extincteurs à poudre de 50 kg et 9 kg, d'extincteurs à dioxyde de

carbone, d'un réservoir d'eau de 20 M3, d'une pompe électrique d'un débit de 30 M3/heure, d'un système hydraulique pour le refroidissement des réservoirs, en sus d'un système intégré d'intervention en cas d'incendie. Le Pdg de Naftal a réitéré, à cette occasion, l'engagement de l'entreprise à poursuivre le processus de développement des installations à travers les wilayas du pays, pour assurer un service continu et sécurisé aux citoyens, dans le respect des normes de qualité, de sécurité et de préservation de l'environnement.

MÉDÉA

Lancement de plusieurs projets pour désenclaver les zones éparses

Plusieurs projets de développement destinés à désenclaver les zones éparses de nombre de communes de la wilaya de Médéa et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants, ont été lancés récemment en réalisation, a-t-on appris mercredi, auprès des services de la wilaya. Financés dans le cadre du fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, ces projets consistent en l'ouverture de pistes pour rompre l'isolement des résidents des villages et hameaux enclavés situés dans les communes d'Ouled-Maaref, Kef-Lakhdar, Bir-Benabed et Djouab, a-t-on fait savoir. Ces travaux d'ouverture de pistes touchent quatre zones rurales relevant de la commune

d'Ouled-Maaref, au sud-ouest de Médéa, en l'occurrence Beit-Belghite, Loucif, Ouled Arioua et Ouled Mansour, et sont appelés à désenclaver ces villages où sont pratiquées diverses activités agricoles et d'élevage ovin qui constituent la principale source de revenue pour les habitants, a-t-on souligné. Un projet similaire est en cours d'exécution dans la commune de Kef-Lakhdar, où des travaux d'aménagement de pistes rurales sont engagés pour faciliter le déplacement des résidents des villages de Mekhalif et Ain-Benhadda et l'acheminement rapide des produits agricoles et d'élevage vers les marchés de la région, a ajouté la même source. Le projet de désenclavement cible également les vil-

lages de Zeghala, dans la commune de Bir-Benabed, et El-Gheicha et Si-Lakhdar, relevant de la commune de Djouab, notent encore les services de la wilaya qui font part aussi du lancement des travaux de réalisation de réseaux d'assainissement à travers les zones éparses dans le cadre de l'éradication des fosses sceptiques pour lutter contre la prolifération des maladies à transmission hydriques (MTH). Deux réservoirs d'eau, d'une capacité de 50 m3 chacun, sont en construction dans les villages de Chouaitia et El-Mouissate, dans la commune de Bir-Benabed, appelés à améliorer l'alimentation des foyers en eau potable une fois mis en exploitation, a-t-on souligné.

L'Afrique et la voie de l'autosuffisance

Les lois intégrées aux accords commerciaux protègent les mécanismes d'extraction de rente des entreprises américaines et limitent notre capacité à réparer ou à améliorer nos propres appareils, qu'il s'agisse de téléphones, de tracteurs ou de pompes à insuline. L'abrogation de ces mesures pourrait générer des économies substantielles, s'élevant à plusieurs milliards de dollars, et constituerait un revers significatif pour les riches donateurs de l'administration Trump [1].

Par Hafed Al-Ghwell (*)

Pendant les décennies qui ont suivi leur accession à l'indépendance, de nombreuses nations africaines ont subsisté grâce à un modèle de développement dépendant de l'aide étrangère et du soutien extérieur, malgré des résultats mitigés. Les apports d'aide ont peut-être contribué à la construction d'écoles et de cliniques, mais ils ont également favorisé une culture de la dépendance et de l'autosatisfaction. Aujourd'hui, alors que les donateurs se retirent de plus en plus, cet arrangement est en train de s'effondrer dans un contexte géopolitique mondial turbulent, auquel s'ajoute une nouvelle génération de dirigeants africains qui remettent en question l'ancienne dépendance à l'égard de l'aumône. En 2015, le président kenyan de l'époque, Uhuru Kenyatta, a averti que l'avenir du continent ne pouvait plus être laissé aux bonnes grâces d'intérêts extérieurs, l'aide étrangère étant considérée comme une base acceptable pour la prospérité et la liberté. Dix ans plus tard, ses propos sont plus que jamais d'actualité. Ces dernières années, plusieurs bouleversements ont rendu le statu quo intenable. Aujourd'hui, les guerres commerciales mondiales s'intensifient, peu de temps après les chocs de la chaîne d'approvisionnement de l'ère COVID et avec les répercussions de la guerre en Ukraine. Dans la plupart des cas, l'Afrique finit par supporter un poids disproportionné des perturbations qui se produisent ailleurs. Aujourd'hui, cependant, le monde qui a permis à l'Afrique de devenir dépendante de l'aide disparaît, obligeant le continent à se confronter enfin à la dure réalité de l'autosuffisance. Les États-Unis, qui ont longtemps été l'un des principaux donateurs d'aide, ont réduit ou réorienté leur financement en raison de la politique partisane et de la lassitude des électeurs à l'égard des projets de développement perpétuels à l'étranger. Les budgets d'aide européens sont sous pression, grevés par l'évolution des priorités nationales et les coûts croissants des crises qui se préparent plus près de chez nous. Pendant ce temps, les envois de fonds d'une diaspora tentaculaire, qui constituent souvent une bouée de sauvetage pour les économies africaines, restent inconstants : ils explosent en période de prospérité, mais se tarissent dès que la récession mondiale frappe ou que l'inflation rogne sur les revenus des migrants. L'environnement sécuritaire a également changé de manière spectaculaire. La France, l'ancien gardien colonial du Sahel, par exemple, a réduit sa présence après des années de lutte contre les militants au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Les Français, autrefois bien accueillis par des gouvernements assiégés, se sont vus montrer la porte par de nouvelles jupes et d'incessantes protestations, ce qui a entraîné la mise en berne du drapeau tricolore dans



les bases du Sahel, signalant la fin de la "Pax Gallica" en Afrique. Entre-temps, l'avenir du commandement militaire américain pour l'Afrique semble incertain, Washington étant préoccupé par les épreuves de force qui se déroulent ailleurs. Après tout, les conflits et les vides sécuritaires en Afrique ne figurent pas parmi les priorités du Pentagone, même si les forces spéciales et les drones américains restent actifs dans la Corne de l'Afrique et au Sahel. Mais pour combien de temps ? Si les administrations américaines successives adoptent une attitude plus isolationniste, l'Afrique pourrait connaître un vide stratégique encore plus grand. Ce vide attire déjà les opportunistes. Dans des pays comme le Mali et la République centrafricaine, des sociétés de location d'armes ont remplacé les troupes occidentales qui partaient, échangeant des services de sécurité contre des concessions minières et des moyens de pression géopolitiques. Leur empiètement nous rappelle que si l'Afrique ne résout pas ses propres problèmes de sécurité, quelqu'un d'autre - peut-être beaucoup moins bienveillant ou bienfaisant - le fera. La Chine, elle aussi, est passée du statut de simple investisseur à celui d'opérateur stratégique sur le continent. Pékin reste le premier partenaire commercial de l'Afrique et l'un des principaux constructeurs de ses infrastructures, mais il est devenu plus intransigeant. Les prêts chinois se tarissent après les crises de la dette en Zambie et en Éthiopie, alors même que Pékin s'assure le contrôle à long terme de ports stratégiques et de mines essentielles. La marine de l'armée populaire de libération fréquente désormais les eaux au large des côtes africaines, et une base navale à Djibouti indique que, pour la Chine du moins, l'Afrique n'est plus seulement une destination commerciale. La dépendance de l'Afrique à l'égard de l'aide disparaît, obligeant le continent à se confronter enfin à la dure tâche de l'auto-

suffisance. Hafed Al-Ghwell L'aspect positif de ces changements extérieurs est la volonté renouvelée du continent de devenir autosuffisant. Dans toute l'Afrique, un slogan longtemps confiné aux discours - "des solutions africaines aux problèmes africains" - gagne enfin du terrain. L'Union africaine et d'autres organisations régionales sont à l'origine d'initiatives ambitieuses visant à réduire les dépendances extérieures. En tête de liste figure la zone de libre-échange continentale africaine, lancée en 2021 pour réunir 54 pays africains dans la plus grande zone de libre-échange du monde. L'idée est simple : supprimer les barrières internes qui font qu'il est plus facile pour un pays africain de commercer avec l'Europe ou l'Asie qu'avec ses voisins immédiats. Seuls 15 % environ des échanges commerciaux de l'Afrique sont intracontinentaux, un chiffre pitoyable comparé aux quelque 70 % d'échanges avec l'Europe. La zone de libre-échange espère changer cette situation grâce à l'élimination de la plupart des droits de douane intra-africains et à la normalisation des règles commerciales. Si elle est pleinement mise en œuvre, elle pourrait débloquer des économies d'échelle, stimuler les chaînes d'approvisionnement industrielles au-delà des frontières et créer un véritable marché régional de 1,4 milliard de consommateurs. Dans la pratique, les progrès ont été lents - la négociation des calendriers et des réglementations douanières est un travail minutieux - mais un début au moins a été fait. L'élan est là : Le Ghana a exporté sa première cargaison de marchandises vers le Kenya dans le cadre des dispositions de libre-échange, ce qui est un symbole des nouvelles possibilités. En 2023, presque tous les membres de l'Union africaine auront adhéré à la zone et plus de 45 auront ratifié leur adhésion. Les dirigeants africains parlent désormais couramment du "commerce et non de l'aide", ce qui té-

moigne d'une évolution des mentalités au plus haut niveau. De même, le continent pousse à l'industrialisation, afin de rompre enfin avec le modèle colonial d'exportation de matières premières et d'importation de produits finis. Des pays comme l'Éthiopie et le Rwanda ont élaboré des politiques industrielles visant à attirer les entreprises manufacturières, et la zone de libre-échange est destinée à soutenir ce mouvement en garantissant qu'une fois qu'une usine est installée au Kenya, par exemple, elle peut facilement vendre ses produits au Nigeria ou en Afrique du Sud, par exemple, sans que des tarifs douaniers prohibitifs ou des formalités administratives ne viennent l'entraver. L'économie numérique est un autre pilier du programme d'autosuffisance. L'Afrique a manqué les précédentes révolutions industrielles, mais elle est bien décidée à ne pas se laisser distancer par la révolution technologique en cours. Le continent est déjà un leader mondial dans certains domaines de la technologie financière ; les services d'argent mobile, nés du système M-Pesa du Kenya, gèrent aujourd'hui plus de mille milliards de dollars de transactions par an dans toute l'Afrique. En 2022, le continent comptait plus de 780 millions de comptes d'argent mobile, soit près de la moitié du total mondial, ce qui a permis à des dizaines de millions de personnes qui n'avaient jamais eu de compte bancaire d'accéder aux services financiers. Tous ces efforts sont sous-tendus par un changement de philosophie : l'acceptation de l'autonomie non pas comme un isolement, mais comme un renforcement pragmatique des capacités. Cela ne signifie pas que l'Afrique se ferme à elle-même ; les investissements et les partenariats étrangers sont toujours les bienvenus et nécessaires. Cela signifie plutôt que les Africains affirment leur contrôle sur leurs priorités de développement, en commençant par négocier des conditions commerciales plus strictes en insistant sur le contenu local et la valeur ajoutée. Pour la première fois peut-être depuis les années 1960, l'idée de voler de ses propres ailes suscite un regain de fierté. C'est ce que reflète l'Agenda 2063 de l'Union africaine, qui envisage un continent intégré, prospère et capable de s'autodéterminer. Il s'agit pour l'instant d'une rhétorique noble - l'organisation est tristement célèbre pour ses grandes visions qui ne se réalisent pas - mais la différence est que les circonstances forcent à l'action. Le radeau de sauvetage que constitue depuis longtemps le soutien des donateurs s'amenuisant, l'Afrique apprendra à nager ou sombrera. (*) maître de conférences et directeur exécutif de l'Initiative pour l'Afrique du Nord à l'Institut de politique étrangère de l'École des hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins à Washington, DC. X : @HafedAlGhwell Source : Ce texte est la traduction d'un article paru sur Arabnews.com Édition 27 avril 2025

TUNISIE

Les transferts de fonds de l'émigration comblent 1,3 à 1,4% de la dette en devises du pays

Les transferts de fonds de l'immigration tunisienne, qui représentait environ 30% des réserves de change de la Tunisie à la fin de 2024, ont contribué au remboursement de 1,3 à 1,4% de la dette en devises du pays, a révélé mardi le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT), Fathi Nouri. Ces transferts s'élevaient à environ 5,6% du produit intérieur brut du pays et les membres de l'immigration tunisienne contribuaient à hauteur de 2% à l'économie tunisienne, a expliqué M. Nouri dans son discours prononcé à un symposium sur la promotion de l'investissement, organisé par le ministère tunisien des Affaires étrangères en coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'immigration constitue "une force stratégique qui combine des compétences élevées et une influence culturelle, outre leur force efficace dans l'économie nationale", a déclaré le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie. A la fin de février 2024, dernière statistique en la matière, le nombre d'expatriés tunisiens s'élevait à 1.731.619, soit environ 12% de la population totale du pays.

MOYEN-ORIENT

Toujours l'incertitude

Le FMI a réduit ses perspectives de croissance pour la région du Moyen-Orient et aussi dans le monde. Ces prévisions pourraient être à nouveau revues à la baisse si les tensions commerciales et géopolitiques persistent.

Le fonds Monétaire International (FMI) a revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour la région du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale (MOAN) pour 2025 et 2026. Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques pour la région, publié le 1er mai et intitulé « Se frayer un chemin dans le brouillard », le créancier international prévoit une croissance de 2,6 % et de 3,4 % pour 2025 et 2026 respectivement, contre des prévisions préalables plus optimistes de 4 % pour l'année en cours et de 4,2 % pour l'année prochaine, selon le rapport d'octobre dernier. En 2024, la croissance moyenne dans la région MOAN a ralenti, s'établissant à 1,8 % contre 2,1 % en 2023, freinée par les conflits persistants et la poursuite des réductions volontaires de la production pétrolière, décidées par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), selon le FMI. La révision à la baisse de la croissance dans la région va de pair avec la baisse des perspectives de croissance dans le monde. Le FMI a baissé ses perspectives de croissance dans le monde à 2,8 % en 2025, puis à 3 % en 2026, contre 3,2 % et 3,3 %, prévus en octobre dernier. Les prévisions de Bretton Woods pour la région sont fondées sur les derniers développements sur la scène internationale, notamment les tensions commerciales déclenchées par les Etats-Unis et alimentées par la Chine, ainsi que les conflits géopolitiques. Le FMI a mis en garde contre une nouvelle baisse, à l'avenir, des perspectives de croissance étant donné les incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale. « Nous continuons d'évaluer les conséquences pour les pays de la région des nouveaux tarifs douaniers imposés en avril par les Etats-Unis

», a dit Jihad Azour, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, dans une conférence de presse tenue à Dubaï et consacrée à la région du Moyen-Orient. Selon l'économiste, les effets directs des tarifs douaniers de Donald Trump sur la région devraient être faibles car « les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la région restent faibles et les produits énergétiques sont exemptés de ces mesures. Cependant, les effets indirects pourraient être plus prononcés », a poursuivi Azour. Il est probable que le ralentissement de la croissance mondiale affaiblisse la demande extérieure (sur les produits de la région) et les transferts de fonds, alors que le durcissement des conditions financières pourrait poser des difficultés aux pays dont la dette publique est élevée, selon Azour. L'effet des incertitudes mondiales sur le Moyen-Orient sera variable selon la catégorie de pays (pays exportateurs de pétrole ou importateurs).

Des données très variées

Les prévisions de croissance sont de 2,3 % pour 2025 et de 3,1 % pour 2026 dans les pays exportateurs de pétrole. Il y aura cependant un écart entre les pays exportateurs de pétrole qui sont membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et les autres pays exportateurs. « Dans les pays membres du CCG, nous prévoyons un redressement de la croissance sous l'effet d'une forte expansion du secteur non pétrolier et la reprise progressive de la production de pétrole », a insisté Jihad Azour, prévoyant une croissance plus faible pour les pays exportateurs de pétrole non membres du CCG en raison des sanctions

(imposées à l'Iran notamment), de la baisse des cours de pétrole et du désengagement budgétaire. Cependant, Azour a estimé que la chute des prix du pétrole devrait réduire les marges de manoeuvres budgétaires et extérieures de l'ensemble des pays exportateurs de pétrole. Dans les pays importateurs de pétrole de la région, les données sont extrêmement variées selon les répercussions des conflits régionaux, que ce soit la guerre contre Gaza ou les conflits au Soudan. Les pays directement touchés par un conflit, comme la Cisjordanie et Gaza, le Liban, le Soudan et le Yémen, ont enregistré une baisse moyenne du Produit Intérieur Brut (PIB) d'environ 15 % en 2024. « La hausse de la croissance attendue en 2025 s'explique principalement par une atténuation des effets négatifs des conflits », explique Azour. Et d'ajouter que la croissance en Egypte et en Jordanie devrait connaître une reprise modeste en 2025, même si les difficultés persisteront au cas où les conflits dans la région se poursuivraient. Mais ces prévisions sont extrêmement incertaines et risquent d'être révisées à la baisse, selon les termes du FMI. Azour a mentionné quatre principaux risques qui pèsent sur les perspectives, à savoir l'escalade des tensions commerciales qui pourrait mener à une baisse de la production dans la région et l'aggravation des conflits qui pourrait perturber les échanges, le tourisme et les chaînes d'approvisionnement, et accroître les flux de réfugiés. Les deux autres facteurs ne concernent que certains pays de la région, ceux touchés par des chocs climatiques, notamment les sécheresses et les inondations, et les pays les plus fragiles qui pourraient être gravement affectés par la réduction de l'aide publique au développement.

FACE À L'INCERTITUDE QUE TRAVERSE LE MONDE

L'Egypte appelée à renforcer le secteur privé

Le FMI appelle l'Egypte à établir des règles du jeu équitables afin de doper l'investissement privé. Face à l'incertitude que traverse le monde, et plus particulièrement le Moyen-Orient, le directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale au Fonds Monétaire International (FMI), Jihad Azour, a souligné que les programmes d'aide du FMI à l'Egypte et à la Jordanie les ont considérablement aidées à se stabiliser face aux chocs ex-

ternes. Il a indiqué que l'Egypte devrait uniformiser les règles de jeu pour attirer davantage d'investissements dans le secteur privé, lors d'une conférence de presse le jeudi 1er mai. « Il est manifeste que le secteur privé en Egypte recèle encore un potentiel de croissance considérable, qui nécessite le soutien du secteur public », a-t-il précisé. Selon Azour, le secteur public devrait impérativement cesser d'être

« un concurrent » pour aider efficacement le secteur privé. « C'est pourquoi le désinvestissement revêt une importance capitale pour l'Egypte », a-t-il révélé. Il est essentiel d'instaurer des conditions de concurrence équitables et de permettre au secteur privé d'attirer davantage d'investissements, tant nationaux qu'étrangers. En plus, le directeur du département MENA a souligné que l'adoption d'un système monétaire flexible en Egypte avait permis au pays

de surmonter une période de 24 mois « très difficile » avec un impact limité sur la stabilité économique. Le FMI prévoit une croissance de 4,3 % pour l'économie égyptienne au cours de l'année fiscale 2025-2026, selon un rapport du fonds publié mardi 22 avril. De même, face à l'incertitude mondiale que traverse le monde, et plus particulièrement le Moyen-Orient, les programmes d'aide du FMI ont considérablement aidé

les pays de la région à se stabiliser face aux chocs externes. La Jordanie et l'Egypte ont notamment dû faire face aux répercussions de la guerre à Gaza, qui a affecté, par exemple, le tourisme en Jordanie et les revenus du Canal de Suez en Egypte, a précisé Azour. « Et pourtant, lorsqu'on observe la performance de ces deux pays malgré ces chocs, on constate que leurs économies s'en sont relativement bien sorties », a-t-il ajouté.

SÉNÉGAL/MAURITANIE

La performance du projet gazier GTA réduit le nombre de puits à forer

En mars, une fuite de gaz avait été détectée au niveau du puits A02 du site du projet gazier Greater Tortue Ahmeyim (GTA) commun au Sénégal et à la Mauritanie. L'incident n'a pas empêché l'exportation des premiers volumes de gaz. La performance du réservoir de GTA, opéré par BP au large du Sénégal et de la Mauritanie, dépasse les prévisions initiales. Selon Kosmos Energy, parte-

naire à 27 % du projet qui s'est exprimé mardi 6 mai sur les perspectives, les volumes extraits sont plus élevés que prévu. Une avancée qui pourrait réduire le nombre de puits à forer dans le cadre des prochaines phases de développement du gisement. D'après la compagnie, ce sont environ 28,9 millions de pieds cubes de gaz qui ont été produits en moyenne chaque jour au premier tri-

mestre. Celle-ci ne précise pas quel volume était initialement attendu durant cette période mais à plus de 2 800 mètres de profondeur, chaque nouveau puits foré représente un investissement conséquent pour les parties prenantes de GTA. Une réduction du nombre de forages nécessaires fait donc baisser les coûts de développement du projet, d'autant plus que la phase d'expansion actuelle-

ment à l'étude vise à doubler la capacité de liquéfaction. Pour les partenaires, cette dynamique pourrait faciliter le financement de la suite du projet en rendant les perspectives encore plus favorables. Le projet GTA est contrôlé par Petrosen et SMH (respectivement 10 % et 7 %) outre BP, opérateur avec 56 % de participation et Kosmos Energy (27 %).

LUTTE CONTRE LE COMMERCE ILLICITE

Classement des pays africains les plus performants en 2025

Le commerce illicite touche un large éventail de produits allant des médicaments contrefaits aux espèces sauvages, en passant par les stupéfiants, les armes et les matières premières. Il n’engendre pas uniquement des pertes de recettes publiques, mais impacte aussi négativement des entreprises légitimes, tout comme les citoyens qui risquent d’être exposés à des produits non conformes, voire dangereux.

La Tunisie, Maurice et le Maroc sont les pays africains les plus performants dans la lutte contre le commerce illi-cite, selon l’édition 2025 du classement « Il-licit Trade Index » publié par l’Alliance transnationale pour la lutte contre le com-merce illicite (TRACIT). L’indice se base sur 37 indicateurs pour éva-luer les performances de 158 pays en ma-tière de lutte contre le commerce illicite qui couvre, entre autres, le trafic de stupéfiants, d’armes, de produits contrefaits, de médica-ments, d’espèces sauvages, de produits sou-mis à accise (tels que l’alcool et le tabac), de matières premières (telles que le pétrole et les ressources minérales) et de biens du pa-trimoine culturel. Ces indicateurs sont répartis sur six piliers : « fiscalité et environnement économique » (poids de l’économie informel pression fis-cale, inflation, etc.) ; « cadre réglementaire et application de la loi » (qualité de la régle-mentation, efficacité des pouvoirs publics, l’environnement des affaires...) ; « facteurs de criminalité encourageant le commerce il-licite » (corruption, blanchiment d’argent, criminalité organisée...) ; « commerce, douanes et frontières » (performance logis-

tique, système d’enregistrement douanier, profilage des conteneurs...) ; « intermé-diaires de la chaîne d’approvisionnement » (préparation à la cybersécurité, cadre du commerce électronique, engagements rela-tifs aux zones de libre-échange...) ; et « in-dicateurs sectoriels du commerce illicite » (commerce illégal de la faune, commerce il-licite de produits agrochimiques, le com-merce illicite de produits pharmaceu-tiques...).

Le continent affiche un score moyen de 40,8 points

Le score global de chaque pays étudié est mesuré sur une échelle de 0 à 100. Il repré-sente la moyenne des notes des six piliers. Les pays sont classés du plus performant en matière de lutte contre le commerce illicite (score le plus élevé) au moins performant (score le plus bas). A l’échelle africaine, la Tunisie tient le haut du pavé avec un score de 59 points. Ce pays d’Afrique du Nord, qui occupe le 37è rang mondial, réalise ses meilleures perfor-mances dans le pilier « commerce, douanes et frontières » (76,4 points), mais affiche des

scores plus faibles dans le pilier « cadre ré-glementaire et application de la loi » (48,6 points) et « indicateurs sectoriels du com-merce illicite (47,8 points). Avec un score de 54,3 points, Maurice (48è rang mondial) occupe la deuxième marche du podium à l’échelle africaine devant le Maroc (53è), l’Afrique du Sud (60è), la Côte d’Ivoire (65è), l’Egypte (70è), l’Algérie (84è), le Cap-Vert (86è) et le Botswana (89è), alors que le Kenya (99è rang mondial) ferme le top 10 africain. Globalement, l’Afrique affiche un score moyen de 40,8 points, avec des écarts allant de 59 à 29,7 points contre une moyenne mondiale de 49,9 points. Les pays du continent étudiés réalisent leurs meilleures performances globales dans le pilier « fiscalité et environnement écono-mique » (52,6 points) et leurs pires perfor-mances dans le pilier « intermédiaires de la chaîne d’approvisionnement » (21,7 points). A l’échelle mondiale, le Danemark est le pays le plus performant en matière de lutte contre le commerce illicite avec un score de 76 points, devant les Etats-Unis, l’Alle-magne, la Finlande et la Norvège.

FINANCES

Le Nigeria devient actionnaire de la Banque asiatique d’investissement dans les infrastructures

L’adhésion du Nigeria à l’institu-tion financière multilatérale, qui comptait déjà 18 pays africains membres à part entière, devrait dé-bloquer des opportunités de finan-cement pour des projets d’infrastruc-tures clés et accélérer la transforma-tion de l’économie du pays le plus peuplé du continent. Le Conseil exécutif fédéral nigérian (FEC) a officiellement approuvé, le lundi 5 mai, l’adhésion du Nigeria à la Banque asiatique d’investisse-ment dans les infrastructures (AIIB), une institution financière multilaté-rale créée par la Chine en 2015, en

tant que membre à part entière. « Le Conseil a approuvé l’adhésion du Nigeria à la Banque asiatique d’investissement dans les infrastruc-tures en tant que membre non ré-gional. Bien qu’elle ait son siège en Asie et qu’elle soit composée en grande partie de pays asiatiques, l’AIIB accueille également des mem-bres non régionaux comme le Nige-ria », a déclaré le ministre nigérian des Finances, Wale Edun, à l’issue d’une réunion de l’organe exécutif fédéral nigérian. Rappelant que Nigeria avait reçu une invitation à rejoindre l’AIIB en

2021, le ministre a également pré-cisé qu’Abuja a maintenant rempli toutes les conditions juridiques, ad-ministratives et financières requises pour devenir membre actionnaire de la banque multilatérale de dévelop-pement. Dans le cadre de son pro-cessus d’adhésion, le pays a sous-crit 50 actions d’une valeur de 100 000 dollars chacune, soit un mon-tant total de 5 millions de dollars. « Nous avons conclu ce processus et sommes désormais des membres à part entière de la Banque asia-tique d’investissement dans les in-frastructures, qui a été créée pour

promouvoir le développement des infrastructures et une croissance économique soutenue dans tous ses pays membres », a souligné M. Edun, indiquant que cela permettra au pays le plus peuplé du continent « d’accéder à des opportunités de fi-nancement et de partenariat ». L’AIIB représente une tentative de Pékin et ses alliés de briser la domi-nation occidentale sur la gouver-nance des différents bailleurs de fonds multilatéraux déjà existants. Elle compte actuellement 110 pays membres régionaux et non régio-naux, dont 19 pays africains.

TOGO-BÉNIN

Un projet transfrontalier en gestation pour la gestion durable du bassin du Mono

Le Togo et le Bénin préparent un nouveau projet de gestion concertée des eaux du bassin du Mono. Un projet socio-économique est en cours de formulation, avec pour objectif de doter la zone d’un système de gestion intégré, capable de répon-dre aux défis environnementaux, agri-coles et hydriques des deux rives. L’initiative est appuyée par l’Union eu-ro péenne (UE). Une première réunion s’est tenue à Lomé cette semaine entre les autori-tés togolaises et une délégation de l’UE. « Il s’agit d’identifier les meil-leures approches pour la mise en œu-vre d’un projet durable, autour de l’Au-torité du bassin du Mono », a précisé Mila Aziablé, ministre togolaise en charge de l’Eau. Les ministères secto-riels (agriculture, énergie, mines, envi-ronnement) ont été mobilisés pour ap-profondir les diagnostics. Le projet ciblera notamment la gou-vernance locale, la lutte contre les inondations, la préservation des res-sources en eau, la limitation de la dé-gradation environnementale et la pro-duction de données fiables sur le bas-sin. Selon Sylvia Favret, cheffe d’équipe pour l’investissement durable à l’UE, « il s’agira de prioriser des infrastruc-tures phares, autour desquelles s’arti-culeront les renforcements de capaci-tés et les autres appuis techniques. » Dès lundi, une mission analogue sera réalisée à Cotonou avec les équipes béninoises, dans le cadre de ce pro-jet. Le bassin du Mono est une zone hy-drographique partagée entre le Togo et le Bénin, couvrant environ 24 300 km² (dont 88 % au Togo). Traversé par un fleuve de 467 km, il joue un rôle clé dans l’agriculture, la pêche, l’approvisionnement en eau et l’éner-gie (notamment via le barrage de Nangbeto). Si son climat favorise une riche biodiversité, il est néanmoins confronté à plusieurs défis, comme les inondations, la pollution et la pression démographique. C’est pour y faire face que les deux pays ont mis en place l’Autorité du Bassin du Mono (ABM), créée en 2014.

RÉDUCTION DES COÛTS DES BILLETS D’AVION

Le parlement de la CEDEAO en conclave à Lomé

La question de la cherté des billets d’avion en Afrique de l’Ouest est au cœur des débats à Lomé, où se tient depuis mardi 6 mai 2025 une ses-sion conjointe des commissions « Infra-structures, énergie et mines » et « Agri-culture, environnement et ressources na-turelles » du parlement de la Commu-nauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO). Durant cinq jours, parlementaires et experts du transport aérien sont appelés à formuler des recommandations concrètes pour faire baisser durablement les coûts du transport aérien, considérés comme un frein majeur à l’intégration régionale. Réunie autour du thème : « Le transport aérien comme moyen d’intégration des peuples ouest-africains : stratégies de ré-

duction des coûts des billets d’avion », la rencontre ambitionne d’identifier les blocages structurels et fiscaux qui pèsent sur le prix des billets, dans une région où les liaisons aériennes sont souvent plus coûteuses qu’entre continents. Cette dé-marche des parlementaires est motivée par un constat partagé : le prix des billets dans la sous-région reste prohibitif, en-travé par une fiscalité jugée excessive, des taxes aéroportuaires élevées, une fragmentation persistante du marché aé-rien ouest-africain et l’application in-complète des engagements pris dans le cadre de la Déclaration de Yamoussou-kro sur la libéralisation du ciel africain. Ces obstacles, cumulés, pèsent sur la mobilité des citoyens, freinent la circula-tion des biens et des services, et compro-

mettent les ambitions d’intégration éco-nomique de la CEDEAO. « Le transport aérien est un levier incontournable du développement économique et de l’inté-gration sous-régionale. Il favorise les échanges commerciaux, stimule le tou-risme, renforce les liens culturels et so-ciaux, et contribue à la croissance de nos économies », a souligné Hadja Mémou-natou Ibrahima, présidente du parle-ment communautaire à l’ouverture des travaux. Au cours de l’assise de Lomé, les parle-mentaires envisagent de proposer un en-semble de mesures visant à alléger le poids des taxes et redevances sur les bil-lets, réduire le coût du carburant aérien (l’un des plus élevés au monde en pro-portion du prix final) et sensibiliser les

États membres à la nécessité de faire ap-pliquer les textes régionaux et continen-taux relatifs à l’aviation. Un plaidoyer est également prévu à l’issue des travaux afin de relayer ces propositions auprès des gouvernements et des opérateurs du secteur, tout en promouvant une harmo-nisation progressive des politiques tari-faires au sein de la zone. Cette dynamique s’inscrit dans le pro-longement de l’Acte additionnel adopté en décembre 2024 par la Conférence des chefs d’État de la CEDEAO, relatif à une politique commune sur les redevances aéroportuaires, prévoyant notamment une réduction de 25 % de certaines charges, ainsi que des dispositions sur l’indemnisation des passagers en cas de perturbation.

EN RAISON DES NÉGOCIATIONS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE ET DE LA FED

Les marchés boursiers mondiaux font une pause

Les actions mondiales ont conservé la plupart de leurs gains récents mercredi et les prix du pétrole ont augmenté sur les nouvelles d'une prochaine réunion entre les hauts responsables commerciaux américains et chinois.

Mais le dollar a baissé pour la quatrième session et les actions européennes ont chuté alors que la prudence prévalait sur les perspectives d'un accord tarifaire avant une décision de la Réserve fédérale sur les taux. Le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, et le négociateur commercial en chef, Jamieson Greer, rencontreront le plus haut responsable économique chinois pour des discussions qui pourraient constituer la première étape de la résolution d'une guerre commerciale qui perturbe l'économie mondiale. "J'ai l'impression qu'il s'agira d'une désescalade", a déclaré M. Bessent à propos de la réunion, prévue pour le week-end en Suisse, tandis que la Chine s'est montrée plus prudente et a cité un proverbe selon lequel les actes sont plus éloquents que les paroles. La Réserve fédérale américaine se réunit pour fixer les taux d'intérêt plus tard dans la journée, les marchés laissant entendre qu'il n'y a pratiquement aucune chance de changement. Alors que les contrats à terme sur les actions américaines ont augmenté, ceux liés à l'indice de référence S&P 500 ayant progressé de 0,6 % ESc1 , les indices européens STOXX 600 et britannique FTSE 100 étaient tous deux en baisse d'environ 0,3 %. Le dollar =USD était en baisse de 0,1% par rapport à un panier de devises, chutant pour la quatrième séance consécutive.

"La plupart des marchés en dehors des Etats-Unis se sont débarrassés assez rapidement de ces gros titres, d'autant plus que les espoirs de progrès significatifs au cours du week-end restent très minces", a déclaré Michael Brown, stratéliste senior chez le courtier Pepperstone. "Je pense que ce que nous voyons vraiment... est juste l'indécision classique qui s'installe souvent avant une réunion du FOMC", a-t-il ajouté, faisant référence à la banque centrale américaine.

En hausse depuis des semaines, les actions mondiales

.MIWD00000PUS ont largement récupéré leurs pertes depuis l'annonce des tarifs douaniers du "Jour de la libération", dans l'attente d'un rapprochement ou d'une percée pour réduire les prélèvements. Mais le dollar, qui a été malmené, est toujours inférieur de plus de 4 % à son niveau de la fin du mois de mars. Plus tard dans la session, l'attention se portera sur la Fed, qui se réunit pour la première fois depuis que les tarifs douaniers américains, qui commenceront par des mesures réciproques le 2 avril, ont ébranlé les marchés financiers. "La réunion devrait influencer les attentes plus que d'habitude", a déclaré Erik Liem, stratège à la Commerzbank. Les craintes que le président Donald Trump puisse renvoyer Jerome Powell, président de la Fed, avaient également pé-

nalisé les marchés américains le mois dernier. "Une autre source possible de soutien pour le dollar est la réunion de la Fed () d'aujourd'hui... si le président Powell adopte un ton hawkish pour affirmer son indépendance de l'influence politique", ont déclaré les analystes de la Commonwealth Bank of Australia dans une note. Alors qu'un maintien mercredi est le consensus, les marchés ne voient qu'environ 30% de chances d'une réduction en juin, en baisse par rapport à environ 60% avant les données solides du marché du travail de la semaine dernière. 0#US-DIRPR . Ailleurs, l'euro EUR=EBS est resté stable au-dessus de 1,136 \$ après que le leader conservateur allemand Friedrich Merz ait été élu chancelier lors d'un second tour de scrutin mardi, après une défaite choquante lors de la première tentative. Sur les marchés des matières premières, les contrats à terme sur le pétrole brut

Brent étaient en hausse de 1,3 % à 62,95 dollars, mais restent en baisse de 15 % depuis la fin du mois de mars. L'or a baissé de 1,3 % mercredi, se situant à plus de 100 dollars l'once en dessous du record atteint le mois dernier. En Asie, la roupie indienne INR=IN a légèrement baissé et les actions au Pakistan .KSE ont chuté après que les combats les plus violents depuis des décennies aient éclaté entre les voisins dotés d'armes nucléaires. La Chine a annoncé une baisse des taux , plus de liquidités pour le système bancaire et a élargi un canal pour que l'argent des assurances soit injecté dans les actions, bien que la réaction ait été modérée car les investisseurs attendent une stimulation fiscale et tous les yeux sont tournés vers les négociations entre les États-Unis et la Chine. Le won coréen KRW= a fortement baissé et la baisse des taux a pesé sur le yuan chinois CNH=D3 .

PLOMBÉ PAR LE SUCCÈS DES MÉDICAMENTS CONTRE L'OBÉSITÉ

Weight Watchers se déclare en faillite

Pour restructurer sa dette, le spécialiste américain de la perte de poids s'est placé volontairement sous la protection de la loi sur les faillites. WeightWatchers s'est déclaré en faillite mais a l'intention de poursuivre ses opérations pendant la restructuration de sa dette, a affirmé mardi le spécialiste américain des régimes minceur. «WeightWatchers prend des mesures stratégiques pour éliminer 1,15 milliard de dollars de dette et renforcer sa position financière pour une croissance et une rentabilité de long terme», a expliqué la société dans un communiqué. L'entreprise cotée à la Bourse de New York s'est placée volontairement sous la protection de la loi sur les faillites (Chapitre 11) devant un tribunal du Delaware, le

temps de négocier avec ses créanciers. D'ici là, elle continuera à fonctionner «sans conséquences» pour ses membres, a-t-elle assuré. Succès de la concurrence Fondée en 1963, Weight Watchers, qui s'est rebaptisée «WW» en 2018 pour marquer un tournant vers une stratégie plus large de promotion du bien-être au-delà des programmes de perte de poids, revendique «plus de trois millions de membres dans le monde entier». Les déboires de la société interviennent sur fond du succès foudroyant de nouveaux médicaments utilisés pour lutter contre l'obésité ces dernières années, notamment l'Ozempic et le Wegovy du danois Novo Nordisk, et le Zepbound de l'américain Eli Lilly.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر					
BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 06 Mai 2025					
Valeur : 08 Mai 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.4632	132.4782
1	EUR	EURO		150.2000	150.2303
1	GBP	POUND STERLING		176.4999	176.5905
100	JPY	JAPANESE YEN		92.4312	92.4740
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3622	18.3651
1	CHF	SWISS FRANC		161.0299	161.1265
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.8836	95.9153
1	DKK	DANISH KRONE		20.1358	20.1396
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7300	13.7373
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7435	12.7512
1	AED	UAE DIRHAM		36.0611	36.0711
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3150	35.3209
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.0391	432.2290
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.9882	44.4303
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3354	14.3370
1	LYD	LIBYAN DINAR		24.1514	24.2754
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3175	3.3278
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.6401	179.6401

BOURSE ZURICH

Le SMI reste négatif

La Bourse suisse évoluait négativement dans la matinée de mercredi. La décision de la banque centrale américaine (Fed) sur ses taux et les ventes au détail en zone euro, au programme du jour, devraient animer le négoce. Les marchés européens étaient eux aussi à la peine. Vers 10h30, la Bourse de Paris perdait 0,48%, Francfort 0,03%, Londres 0,18% et Milan 0,11%. A Wall Street, le Dow Jones a clôturé mardi en perte de 0,95%, l'indice Nasdaq a lâché 0,87% et l'indice élargi S&P 500 a abandonné 0,77%.

"La Fed devrait maintenir ses taux inchangés, malgré les pressions de Donald Trump pour une baisse immédiate. Les investisseurs resteront attentifs aux déclarations de Jerome Powell, qui pourrait réaffirmer l'indépendance de la banque centrale face aux tentatives d'ingérences politiques", a estimé John Plassard de Mirabaud Banque. Les premières discussions de haut niveau entre les Etats-Unis et la Chine vont se dérouler en Suisse. Le secrétaire américain au Trésor Scott Bessent s'y rendra jeudi pour y rencontrer un dirigeant écono-

mique chinois. "Il est possible que nous entendions parler de réductions des tarifs douaniers récemment imposés par les deux géants. Mais les droits de douane sont si élevés que même une amélioration significative pourrait ne pas satisfaire la Chine, qui continue à se préparer à une guerre potentiellement prolongée", estime Ipek Ozkardeskaya de Swissquote Bank. Vers 10h30 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI perdait 0,55% à 12'162,83 points, le SLI reculait aussi de 0,46% à 1974,21 points et

le SPI de 0,50% à 16'584,49 points. Sur les vingt valeurs vedettes, six optaient pour le vert contre quatorze pour le rouge. En tête de classement, le fabricant de périphériques informatiques Logitech (+1,3%) profitait du relèvement de la recommandation d'UBS à "buy". En seconde position, le géant veveysan Nestlé avançait de 0,7%. Et en troisième, la grande banque UBS avançait de 0,4%. La lanterne rouge revenait à Kuehne+Nagel (-2,8%), précédé de Lonza (-1,9%) et du bon Roche (-1,8%). Non loin, Novartis lâchait

1,5%. Les valeurs pharmaceutiques semblaient toujours pâtir des inquiétudes concernant les nouvelles américaines accentuées notamment par la nomination de Vinay Prasad comme responsable des vaccins à l'autorité américaine du médicament (FDA). Hors SMI, Komax glissait de 6,4% après un abaissement de l'objectif de cours et un commentaire prudent par Kepler. Kardex par contre profitait toujours d'un relèvement de note par UBS en augmentant ses gains de 6,3%.

VIVRE SANS L'ÉNERGIE RUSSE

L'UE cherche la formule magique

Après plusieurs reports, l'Union européenne dévoilera mardi son plan pour tenter de se passer d'énergie russe, un défi redoutablement difficile étant donné que l'Europe importe actuellement du gaz naturel liquéfié (GNL) depuis la Russie.

En marge d'une session des euro-députés à Strasbourg, le commissaire européen Dan Jorgensen présentera cette feuille de route très attendue, qui fait suite à plusieurs mois de flottement. Depuis l'invasion russe en Ukraine, l'Union européenne a instauré un embargo sur le pétrole russe et s'est efforcée de tarir ses approvisionnements en gaz par gazoducs. Mais l'UE s'est en partie tournée vers le gaz naturel liquéfié (GNL), transporté par navire, déchargé dans des ports, regazéifié puis injecté dans le réseau européen de gaz. Et derrière les États-Unis (45,3 %), la Russie occupe une grande place avec près de 20 % des importations de GNL de l'UE en 2024 (17,5 % d'après Eurostat et 19 % d'après l'IEEFA, un centre de réflexion spécialisé). Pour tenter de se passer de l'énergie russe, « le principe directeur est la diversification des approvisionnements », a indiqué il y a quelques jours Paula Pinho, une porte-parole de la Commission. Il y a plusieurs mois, l'UE avait évoqué la possibilité d'augmenter encore ses importations de GNL américain. Mais les tensions commerciales avec Donald Trump ont brouillé les cartes. « Nous sommes tous d'accord pour dire

que nous devons nous débarrasser du gaz de Poutine », mais le plan européen pour se passer de l'énergie russe « a été retardé en raison de la situation géopolitique », avait déploré l'eurodéputée centriste danoise Sigrid Friis (Renew). Il a fallu attendre le 1^{er} mai pour que le commissaire européen chargé du commerce, Maros Sefcovic, suggère de nouveau dans une interview au Financial Times de « résoudre très rapidement » le différend avec l'administration Trump grâce à des achats de GNL américain ou de produits agricoles comme le soja. Dans les couloirs de la Commission, on reconnaît que les discussions ont été particulièrement houleuses sur le sujet. En effet, certains États membres, comme la Hongrie, ne cachent pas leur proximité avec la Russie. Certains pays sont d'ailleurs plus dépendants que d'autres au GNL de Moscou. La France est par exemple en première ligne avec ses cinq terminaux de regazéification, dont celui de Dunkerque. Selon l'IEEFA, elle a augmenté de 81 % ses importations de GNL russe entre 2023 et 2024 et a versé 2,68 milliards d'euros à la Russie. Rien n'a filtré pour l'instant du plan qui doit être présenté mardi. Y aura-t-il une proposition d'embargo contre le

gaz liquéfié russe à plus ou moins long terme ? « Cette option pourrait être très difficile à mettre en œuvre, car elle nécessite l'unanimité des 27 », expose Simone Tagliapietra, spécialiste des questions européennes au centre de réflexion Bruegel. Compte tenu de cette contrainte, une hausse significative des droits de douane sur toutes les importations de gaz russe (gazoducs et GNL) « pourrait être l'option la plus viable pour l'UE », estime-t-il. Au-delà de la question sensible du gaz liquéfié, la Commission européenne ne cesse de souligner tous les efforts entrepris pour réduire la dépendance aux énergies fossiles russes depuis l'invasion de l'Ukraine. En quelques années, nous sommes ainsi passés de 45 % à 18 % d'importations de gaz (gazoducs et GNL) en provenance de Russie. Nous sommes ainsi passés d'un baril de pétrole sur cinq à un baril sur cinquante », a insisté Ursula von der Leyen fin avril à Londres. Mais, a-t-elle ajouté, « nous savons tous qu'il reste encore beaucoup à faire », car « nous ne voulons plus dépendre d'une puissance hostile pour notre approvisionnement en énergie ».

GUERRE COMMERCIALE
Chine et Etats-Unis
annoncent des
négociations en Suisse

La Chine et les Etats-Unis ont annoncé qu'ils allaient se réunir le week-end prochain en Suisse pour jeter les bases de négociations commerciales, une première depuis l'imposition par Donald Trump de droits de douane exorbitants sur les produits chinois et la riposte de Pékin. Dans le même temps, la banque centrale chinoise a annoncé un train de mesures pour soutenir l'économie du pays menacée par la guerre commerciale avec Washington et une consommation intérieure morose. La Chine "ne sacrifiera pas sa position de principe" et "défendra la justice" lors de cette rencontre entre son vice-Premier ministre He Lifeng, le ministre américain des Finances Scott Bessent et le représentant américain au commerce Jamieson Greer, a averti mercredi le ministère chinois du Commerce. "Si les Etats-Unis veulent résoudre le problème par la voie de la négociation, ils doivent faire face au grave impact négatif des droits de douane unilatéraux sur eux-mêmes et sur le monde", a-t-il ajouté dans un communiqué. "Si les Etats-Unis parlent d'une manière et agissent d'une autre, ou (...) s'ils tentent de continuer à contraindre et à faire chanter la Chine sous le couvert de discussions, la Chine ne sera jamais d'accord". "J'ai hâte de mener des discussions productives dans l'optique de rééquilibrer le système économique international pour mieux servir les intérêts des Etats-Unis", a pour sa part déclaré dans un communiqué M. Bessent. Les deux parties se réuniront samedi et dimanche afin de jeter les bases de futures négociations, a-t-il dit lors d'un entretien à une chaîne TV américaine mardi. "Je m'attends à ce que nous parlions de désescalade, pas d'un grand accord commercial", a-t-il anticipé. "Il nous faut la désescalade avant de pouvoir aller de l'avant."

FRANCE

Le déficit commercial s'est creusé à 7,3 milliards d'euros en mars

Le solde des produits manufacturés, en baisse de 300 millions, est la principale raison de cette dégradation, ou encore la baisse du solde énergétique ou le recul des exportations de 100 millions. Le déficit commercial de la France s'est creusé de 600 millions d'euros en mars, à 7,3 milliards d'euros, ont annoncé mercredi les Douanes. Sur le mois, les exportations ont augmenté de 200 millions d'euros à 51

milliards, mais les importations ont progressé davantage, de 800 millions d'euros, pour atteindre 58,3 milliards d'euros. Le solde commercial cumulé sur 12 mois recule également de 400 millions d'euros, à 81,1 milliards d'euros. En mars, le solde énergétique a continué de reculer, perdant 300 millions d'euros à 4,7 milliards. Les importations d'énergie ont augmenté de 200 millions d'euros, tandis que

les exportations ont diminué de 100 millions. Pour les exportations énergétiques, c'est la baisse des prix (-9,5%) qui entraîne le recul, alors que les volumes ont progressé de 5,7%. Pour les importations, c'est l'inverse : les volumes importés ont augmenté de 5,3% mais les prix ont diminué de 2,4%. Hors énergie, le solde s'est dégradé de 300 millions d'euros pour atteindre 4,3 milliards d'euros. Le

solde des produits manufacturés (4,5 milliards d'euros, -300 millions) est la principale raison de cette dégradation, le déficit sur les produits agricoles étant stable à 100 millions d'euros. Parmi les produits manufacturés, le déficit sur les biens d'investissement se creuse de 200 millions d'euros à 1,8 milliard d'euros. Celui des biens intermédiaires et celui des biens de consommation se stabilisent, respec-

tivement à 2,1 milliards et 600 millions d'euros. La Banque de France annonce par ailleurs que le solde des transactions courantes, corrigé des variations saisonnières et des jours ouvrables, a été excédentaire de 1,4 milliard d'euros en mars, après un déficit de 1,6 milliard en février. Le solde des transactions courantes intègre la balance des biens, celle des services et celle des revenus.

CHINE

Le gouvernement baisse ses taux pour relancer son économie

De quoi faire des envieux de l'autre côté du Pacifique. La Chine a assoupli mercredi 7 mai certains de ses principaux instruments de politique monétaire dans l'espoir de relancer son économie, minée par une consommation faible et les effets de la guerre commerciale avec les États-Unis. Le gouvernement entend relancer la croissance, qui ne s'est jamais complètement remise de la pandémie, paralysée par la prudence des ménages et la crise dans l'immobilier, qui a fait chuter les prix des logements et a donc refroidi les investissements. Cette situation déjà morose s'est aggravée avec la guerre commerciale lancée

par Donald Trump. Le président américain a imposé des droits de douane allant jusqu'à 145% sur de nombreux produits chinois, auxquels Pékin a répondu par des surtaxes douanières de 125% sur les importations de biens fabriqués aux États-Unis. Dans ce contexte, les autorités veulent stimuler les prêts. Elles ont annoncé mercredi qu'elles allaient réduire un taux d'intérêt clé et abaisser le montant des réserves obligatoires des banques. Ce dernier ratio est la part des dépôts que les banques commerciales sont tenues de garder dans leurs coffres. Toute baisse est censée inciter les établissements bancaires à accorder davantage de prêts. « Le

taux de réserve obligatoire va être réduit de 0,5 point de pourcentage », a expliqué le gouverneur de la banque centrale chinoise, Pan Gongsheng, lors d'une conférence de presse à Pékin. Il a ensuite ajouté que le "taux de repo" inversé à sept jours diminuait lui aussi, de 1,5 à 1,4%. Il s'agit du taux d'intérêt dont doivent s'acquitter les banques commerciales empruntant des fonds à court terme auprès de la banque centrale. En effet, les banques commerciales empruntent à la banque centrale afin d'obtenir rapidement de l'argent pour faire face à leurs engagements. La crise persistante dans l'immobilier - autrefois moteur clé de la croissance

chinoise - continue également de peser sur l'économie. Dans l'espoir de stimuler la demande, Pan Gongsheng a annoncé mercredi que la banque centrale abaisserait le taux des prêts pour les primo-accédants à la propriété. Le taux pour les premiers achats immobiliers avec des prêts d'une durée supérieure à cinq ans sera ainsi réduit de 2,85% à 2,6%, a-t-il souligné. Toutes ces mesures figurent parmi les plus importantes prises par la Chine depuis septembre pour relancer son économie. Elles visent notamment à « soutenir l'innovation technologique » et à « stimuler la consommation », a déclaré Pan Gongsheng.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Une stratégie GenAI à pas mesurés chez Bank of America

Le géant Bank of America a lancé une stratégie d'IA dès 2018 avec un petit modèle développé en interne destiné à l'expérience client. Un projet qui lui confère une certaine sérénité vis-à-vis de la GenAI pour laquelle elle consacrera une partie de ses 4 milliards de dollars d'investissements.

Bank of America va investir 4 Md\$ dans l'IA et les innovations technologiques associées cette année. Pour autant, son agent d'IA maison Erica, déjà âgé de 7 ans, reste une source majeure de ROI et un pivot de l'expérience des clients et des employés. Le terme d'agent, et encore moins d'IA agentique, était encore rarement utilisé en 2018, mais la banque a pourtant constitué à l'époque une équipe d'ingénieurs logiciels, de linguistes et d'experts bancaires pour créer un petit modèle linguistique, ajusté ensuite au fil des ans à partir des retours des clients du centre d'appels. Hari Gopalkrishnan, head of consumer, business, and wealth management technology chez BofA, explique que la clé du succès et de la longévité d'Erica, basé sur des modèles open source, réside justement dans sa petite taille. « Nous ne rédigeons pas des essais avec Erica. Nous n'essayons pas plus d'écrire du code logiciel avec, insiste-t-il. Nous essayons de comprendre quel genre de brève conversation un client veut avoir directement avec nous, parce qu'il n'a pas envie de passer son temps à explorer un menu qui contient au moins 50 options différentes. Nous essayons de traduire par exemple ce que le client veut réellement lorsqu'il dit : 'Je veux payer une facture' ».

Un modèle interne à plus de 90% de précision

« Nous avons entraîné notre modèle à cette fin, poursuit Hari Gopalkrishnan. Au fil du temps, il est passé d'un modèle dont la précision était de 80 % à 85 %, à bien plus de 90 %. Nous prédisons également de mieux en mieux les actions qu'il va entreprendre ». Bank of America a pu ainsi adapter Erica pendant la pandémie aux nombreuses demandes des consommateurs ou des entreprises, comme les prêts PPP (prêts d'aide au paiement des salaires pour les TPE). Elle compte néanmoins adopter des offres de GenAI et d'IA agentique au fur et à mesure de leur évolution, mais estime que la plupart des besoins de ses clients de la banque sont satisfaits en interne. Aujourd'hui,

plus de 20 millions de clients de BofA utilisent Erica. Et plus de 90 % des plus de 200 000 employés de la société utilisent Erica for employees, l'adaptation de l'agent qui leur est destinée. Cela a permis de réduire de plus de 50 % le nombre d'appels au service d'assistance informatique. Et en 2025, Bank of America veut utiliser une partie de ses 4 milliards de dollars d'investissements dans l'IA pour un moteur de recherche et une assistance améliorés aux employés, aux clients et à son agent destiné à Merrill Lynch, Ask Merrill.

Une orchestration à l'ancienne, plutôt que de l'agentique

La banque dispose déjà d'applications de GenAI et de projets pilotes. Pour ses développeurs, par exemple, ce qui aurait augmenté leur efficacité de plus de 20 %. Pour ses conseillers, qui s'en servent pour préparer les réunions avec les clients, économisant des dizaines de milliers d'heures chaque année, selon la banque. Pour les équipes de vente et de négociation des marchés mondiaux qui utilisent la GenAI pour chercher, résumer et synthétiser des études de marché et des commentaires associés. Pour l'instant, Hari Gopalkrishnan privilégie une exploitation des agents via des technologies d'orchestration existantes pour répondre aux besoins de ses clients, plutôt que les technologies d'IA agentique encore à l'épreuve. Il rappelle que de nombreuses technologies comme le métavers ou la réalité augmentée ont déjà été surestimées. En revanche, il considère la computer vision et les capacités multimodales des modèles de fondation comme prometteuses et envisage de les utiliser pour augmenter la satisfaction des clients. Pour toutes ces raisons, Erica continuera d'être le visage de l'expérience client et employé, même si elle sera enrichie avec des capacités d'inférence et de raisonnement plus avancées en back-end au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

Une stratégie data modernisée

L'agrégation et le nettoyage des données font aussi partie du cahier des charges de Bank of America alors qu'elle poursuit son incursion dans l'analytique et l'IA, avec des plateformes comme Hadoop et Snowflake. « Nous avons modernisé notre stratégie data, explique Hari Gopalkrishnan. Nous avons un terrain de jeu assez important en matière d'analyse des données. Nous nous approvisionnons en data auprès de la bonne

source avec la garantie qu'il s'agit de données propres, avec le bon niveau de gouvernance et une gestion responsable. » Tout ce que BofA réalise avec de l'IA passe d'ailleurs par un processus de certification. « Tout est soumis à un processus de gouvernance qui repose sur 16 piliers différents, dont l'impartialité et la transparence. » « En ce qui concerne les technologies de GenAI, nous voulons rester agnostiques en matière de modèles, car les choses changent considérablement en permanence, insiste Hari Gopalkrishnan. Le raisonnement évolue, la tarification des jetons change, de nouvelles innovations apparaissent. Nous ne voulons pas être prisonniers d'un modèle donné. En deux mots, quand nous étudions un cas d'utilisation, nous examinons la classification des données, nous regardons nos propres capacités, puis nous définissons ce qui nous semble la solution la plus adéquate ». Pour Hari Gopalkrishnan, les innovations en matière d'entraînement, d'inférence et de raisonnement des modèles fondamentaux sont excellentes, mais il continuera à utiliser des recettes disponibles sur étagère et des solutions établies pour répondre aux besoins numériques en constante évolution de ses clients et de ses employés.

Une stratégie discrètement efficace

Pour Brian Hopkins, analyste chez Forrester, « BofA a adopté une approche prudente de la GenAI, mais cela pourrait s'avérer un choix intelligent. La confiance est la monnaie d'échange de la banque. Or, la GenAI induit encore des risques réels [tels que] les hallucinations, le manque d'explicabilité et les lacunes en matière de sécurité. Pourquoi risquer d'entamer la confiance alors que ce que [BofA] a construit fonctionne déjà et fonctionne bien ? A leur échelle, le moindre faux pas pourrait se révéler très coûteux ». De plus, alors qu'elle entre désormais dans une phase d'exploitation de la GenAI, la banque est en position de force, avec des données propres, des objectifs business clairs et l'expérience avancée d'une IA opérationnelle, observe l'analyste. Son modèle « investir une fois, réutiliser plusieurs fois » pourrait s'avérer très rentable au fil du temps. « En fin de compte, bien que BofA ne fasse pas dans le tape-à-l'œil, je les trouve discrètement efficaces, déclare Brian Hopkins. Je ne serais pas surpris qu'ils dépassent leurs concurrents une fois que toute la poussière dorée autour de l'IA sera retombée ».

TikTok écope d'une amende de 530 M€

En fin de semaine dernière, la Cnil irlandaise a sanctionné l'application mobile éditée par Bytedance pour d'importants manquements au RGPD. Il est repro-

ché à la société d'avoir transféré de manière pas assez sécurisée les données de citoyens européens vers la Chine. Le régulateur souligne que

l'accès à ces données par les autorités chinoises est en contradiction avec les standards européens. Bytedance a maintenant 6 mois pour se conformer au RGPD.

Microsoft débranche Skype

Après 23 ans de bons et loyaux services, le service de visioconférence (qui à ses débuts était un outil de voix sur IP en mode peer to peer) tire aujourd'hui sa révérence. L'annonce n'est pas surprenante, car elle avait été diffusée en février dernier. La firme de Redmond avait alors proposé deux solutions aux utilisateurs de Skype. Soit de migrer tous leurs contacts et leurs données de chat vers Teams, soit télécharger leurs données Skype et de passer à un autre service d'appel vidéo. Il existe plusieurs alternatives comme Google Meet, Zoom ou Webex...

Une traçabilité contre la contrebande de GPU en Chine

Un parlementaire américain va déposer une proposition de loi pour mettre en place un système afin de vérifier la localisation des puces d'IA comme celles fabriquées par Nvidia après leur vente. Ce processus doit éviter le contournement par la Chine pour s'approvisionner en puces soumis à des limitations d'exportation. Si cette loi est adoptée, elle compléterait l'arsenal déjà conséquent de restrictions à l'exportation. L'administration Trump a récemment exigé des différents acteurs (Nvidia, Intel ou AMD) l'obtention d'une licence pour certaines puces.

Bug Azure Virtual Desktop dans Windows 11 24H2

Microsoft a annoncé la dernière phase du déploiement progressif de la version 24H2 de Windows 11. Mais derrière la bonne nouvelle se cache une autre moins réjouissante : un nouveau problème connu a été détecté dans Azure Virtual Desktop (AVD). Ce bug a été ajouté au tableau de bord de suivi Windows à la fin de la semaine dernière : Les applications AVD peuvent ne pas se lancer lorsqu'elles utilisent la fonction App attach a prévenu la firme de Redmond. Selon Microsoft, « en essayant de démarrer les applications App attachées, les utilisateurs peuvent rencontrer un message d'erreur « Élément non trouvé ».

Anysphere aurait levé 900 M\$

La société derrière l'éditeur de code à base d'IA Cursor séduit les investisseurs selon le Financial Times. Des sources ont indiqué au quotidien économique que Thrive Capital a dirigé l'opération et aurait été rejoint par Andreessen Horowitz, Accel et d'autres bailleurs de fonds. Avec ce tour de table, Anysphere serait désormais valorisé 9 Md\$ contre 2,5 Md\$ lors de sa levée précédente en janvier dernier. Cursor est en compétition avec d'autres solutions comme Windsurf qui intéresse beaucoup OpenAI (au point de vouloir le racheter pour 3 Md\$).

Datadog rachète Eppo pour améliorer le suivi des applications IA

En combinant ses capacités d'observabilité aux indicateurs de suivi d'expérimentation et du changement de comportements des utilisateurs d'Eppo, Datadog aide les entreprises à concevoir plus rapidement des applications tout en diminuant les risques liés à l'utilisation de l'IA. Quelques jours après avoir racheté la start-up Metaplane et sa plateforme d'observabilité et de traçabilité des données en colonne à base d'IA pour les équipes data, Datadog annonce encore une acquisition. En l'occurrence il s'agit de la start-up Eppo, une plateforme de

suivi d'expérimentation, d'analyse des changements et du suivi des actions des utilisateurs créée en 2021. Elle s'intégrera étroitement à la suite existante Product Analytics de Datadog. Les termes de l'accord n'ont pas été divulgués, mais un article publié la semaine dernière par Ustart Media cité par Techcrunch indique que Datadog prévoyait de payer 220 M\$ pour racheter Eppo. "Nous créons une solution complète d'analyse de produits de bout en bout sur une seule plateforme", indique l'éditeur. "Cette approche unifiée signifie que les ingénieurs

peuvent suivre les changements de code avec des indicateurs de fonctionnalités, que les responsables data science et les gestionnaires de produits peuvent concevoir et mesurer l'impact avec des expériences, et que les analystes des performances commerciales peuvent utiliser la suite Product Analytics de Datadog pour comprendre l'utilisation globale du produit et les résultats business."

Faciliter le déploiement d'applications IA en production

"L'utilisation de plusieurs modèles

d'IA augmente la complexité du déploiement des applications en production. Cette complexité fait qu'il est difficile pour les développeurs de quantifier l'impact métier de différents modèles, comportements d'agents, prompts ou changements d'interface utilisateur ", a déclaré Michael Whetten, vice-président des produits chez Datadog. "L'expérimentation résout ce problème de corrélation et de mesure, permettant aux équipes de comparer plusieurs modèles côte à côte, de déterminer l'engagement de l'utilisateur par rapport aux compromis de coûts et, en

fin de compte, de construire des produits d'IA qui offrent une valeur mesurable." Avant ce rachat, Datadog proposait déjà Eppo au travers d'un module pour accroître la visibilité et enrichir le suivi des performances et des changements de comportement des utilisateurs. Suite à cette annonce, Eppo indique qu'il continuera de supporter les clients existants (y compris les utilisateurs de sa solution intégrée dans des data warehouse comme ceux de Snowflake, Amazon Redshift...) en parallèle du lancement de l'offre Eppo by Datadog.

CONTRE L'EUROPE QUI CHOUCHOUTE LES GROSSES VOITURES ALLEMANDES

Les patrons de Renault et Stellantis en guerre

Le patron du Groupe Renault et le PDG de Stellantis ont accordé une interview dans laquelle ils sonnent l'alarme : l'automobile va mal en Europe, et si rien n'est fait, le marché pourrait être divisé par deux d'ici 2035, date fatidique de fin du moteur à combustion. Les deux fustigent notamment la politique européenne qui a trop longtemps protégé les constructeurs allemands.

C'est une très longue interview qu'ont donnée Luca de Meo et John Elkann à nos confrères du Figaro. Les patrons de Renault et Stellantis ont profité de cette sortie commune pour tirer la sonnette d'alarme et envoyer un message aux instances européennes : "Le marché automobile européen est en chute depuis maintenant cinq ans, au rythme actuel, le marché pourrait être plus que divisé par deux", dit John Elkann. L'interview démarre en fanfare. Mais ne soyons pas trop naïf, c'est avant tout une sortie politique pour les deux patrons qui sont en pleine session de lobbying. Objectif : convaincre l'Europe de fléchir, d'ajuster sa politique en matière de véhicules électriques mais aussi de réglementation. Car selon les deux patrons, pendant trop longtemps l'Europe a protégé les modèles haut de gamme, encombrants et lourds et n'a pas fait assez pour favoriser les petites voitures. Celles... que les Italiens, Espagnols et Français achètent, et qui sont produites, on vous le donne en mille, par Renault et Stellantis.

Le retour en force des voitures populaires ?

L'Europe a longtemps été le marché des extrêmes : des marques premium qui vivent aussi du commerce extérieur, et des constructeurs qui produisent et vendent des voitures populaires pour le grand public. Sauf que cette catégorie tend à dispa-



raître avec des voitures toujours plus complexes et coûteuses à produire, rendues presque obligatoires par les normes européennes. « Il y a deux écoles de pensée. Celle de Stellantis et Renault, qui pèsent à eux deux 30 % du marché, et qui veulent produire et vendre des voitures populaires en Europe et pour l'Europe. Et celle des marques premium pour lesquelles l'Europe compte, certes, mais dont la priorité est l'exportation. Depuis vingt ans, c'est leur logique qui a dicté la réglementation du marché. Les règles européennes font que nos voitures sont toujours plus complexes, toujours plus lourdes, toujours plus chères et que les gens, pour la plupart, ne peuvent tout simplement plus se les payer » (Luca de Meo).

Des règles injustes pour les petites voitures

Constat cinglant, mais bien réel, qui vise à peine à découvrir les groupes BMW, Mercedes ou encore Volkswagen longtemps protégés par les instances européennes. On en veut pour preuve la fameuse réglementation qui fixe des objectifs en fonction du poids des véhicules : plus une marque produit des voitures lourdes (et donc haut de gamme/chères), plus elle aura des abattements pour atteindre ses objectifs. A l'inverse, un constructeur comme Renault ou Fiat aura des objectifs plus difficiles à atteindre. Luca de Meo en rajoute : « ce que nous demandons, c'est une réglementation différenciée pour les petites voitures. Il y a trop de règles conçues pour des voitures plus grosses et plus chères. Ce n'est pas possible de traiter une voiture de 3,80 mètres comme une voiture de 5,5 mètres ! ». Gageons que l'Europe écoutera avec attention ce discours, d'autant plus dans un contexte mondial où le protectionnisme et la réindustrialisation prennent sens. Mais bien sûr, ce discours ne sera pas du goût des Allemands qui dépendent encore beaucoup de la mondialisation.

Les contradictions agacent De Meo et Elkann

Les deux patrons tirent à boulets rouges sur l'Europe et sa réglementation incom-

préhensible. Il y aurait pas moins de cinq directions générales qui « s'occupent de l'automobile » en Europe. Elkann demande donc un guichet unique, et surtout des normes produites par « paquets » pour simplifier la vie des constructeurs, plutôt que pondues tous les mois. Et d'autres règles interpellent : l'interdiction des PFAS, par exemples, alors qu'ils seraient indispensables... à la production des batteries de voitures électriques. Nuançons toutefois ces propos car il n'est pas impossible que les PFAS soient également indispensables aux voitures thermiques... Les deux abordent aussi le sujet des aides à la conduite, contre lesquelles nous, journalistes, pestons de plus en plus. Il faut parfois passer de longues minutes à comprendre comment désactiver certaines aides à bord des véhicules les plus récents, et notamment le maintien dans la voie ou l'alerte de dépassement de vitesse. « Faut-il absolument une assistance au non franchissement de ligne dans des voitures qui passent 95 % du temps en ville ? Ma R5 doit réagir (dans les crash tests) comme une berline haut de gamme dont le capot est trois fois plus long. C'est de la physique, je suis censé faire un capot en tungstène ? ». On ne pourra que soutenir les propos de Luca de Meo : la sécurité à bord des autos a probablement trop de place et a asphyxié le marché automobile, rendant les voitures trop chères.

JEEP COMPASS (2025)

Un Américain Made in Italy

Jeep lève le voile sur la nouvelle génération du Jeep Compass. Fidèle au style du constructeur américain, ce SUV produit en Italie profite d'une offre électrique et hybride douce ou rechargeable. Le Jeep Compass fait peau neuve en 2025. Redessinée, électrifiée et encore plus technologique, la nouvelle génération du SUV compact revendique haut et fort son ADN tout-terrain tout en s'ouvrant résolument aux exigences de la mobilité contemporaine. Avec des lignes plus affûtées, une habitabilité optimisée, des équipements dernier cri et un large éventail de motorisations électrifiées, le Compass entend bien s'ériger en référence sur le segment très disputé des C-SUV.

Un design extérieur entre robustesse et sophistication

Sans renier son héritage, la Compass 2025 – long de 4,55 m – adopte un style plus moderne et plus statuaire. Les proportions générales sont maintenues, mais le traitement des volumes gagne en tension et en efficacité visuelle. La calandre à sept fentes, signature de Jeep, est ici subtilement redessinée et intégrée dans un bouclier avant plus sculpté. Les passages de roue trapézoïdaux restent de mise, tout comme les lignes tendues qui soulignent le caractère musclé du modèle. La garde au sol de 200 mm et les



angles d'attaque/franchissement/départ respectifs de 20°, 15° et 26° témoignent du souci d'efficacité en tout-terrain, même sur la version à deux roues motrices et il accepte des passages à gué jusqu'à 470 mm de profondeur. Des jantes jusqu'à 20 pouces, des projecteurs LED matriciels et des pare-chocs renforcés complètent un ensemble aussi séduisant que fonctionnel.

À bord : confort accru et technologies haut de gamme

L'habitacle de la nouvelle Compass

se distingue par une montée en gamme manifeste. Matériaux valorisants, assemblages précis, modularité améliorée : tout concourt à renforcer l'agrément à bord. Le volume de coffre atteint désormais 550 litres (+45 l), tandis que les rangements avant augmentent de 34 litres. La banquette 40/20/40 est de série et optimise la flexibilité. En sus, l'empattement plus long permet de gagner 55 mm d'espace aux jambes à l'arrière par rapport à la génération précédente. Côté technologie, la Compass se montre ambitieuse : instrumentation

numérique, écran central de 10 pouces, services connectés avec mises à jour OTA, conduite autonome de niveau 2, affichage tête haute, assistant de changement de voie semi-automatique, sans oublier le système Selec-Terrain pour adapter le comportement du véhicule à divers types de terrain. Des équipements souvent réservés à des segments plus premium.

Motorisations : un large spectre de performances

Jeep décline son SUV compact en trois variantes électrifiées :
- e-Hybrid 48V de 145 ch, avec boîte automatique et traction,
- Hybride rechargeable (PHEV) de 195 ch, en transmission intégrale,
- 100 % électrique (BEV) en trois versions : 213 ch (traction), 240 ch (traction intégrale), et jusqu'à 375 ch (transmission intégrale renforcée). Cette dernière version introduit un moteur électrique arrière dédié, fort de 49 kW/67 ch et 232 Nm et délivrant jusqu'à 3100 Nm aux roues grâce à un réducteur de 14:1. De quoi gravir des pentes de 20 % sans aucune motricité à l'avant. Les suspensions, les barres antiroulis et les amortisseurs ont été adaptés à chaque configuration.

Recharge et autonomie : un électrique qui vise loin

Reposant sur la plateforme STLA Medium, le Compass électrique offre jusqu'à 650 km d'autonomie WLTP. Son aérodynamisme a été peaufiné (Cx < 0,30), et des solutions comme une calandre active ou un soubassement caréné améliorent encore son efficacité. Côté recharge, il supporte :
- 160 kW en courant continu (DC) : 20 à 80 % en 30 minutes,
- 22 kW en courant alternatif (AC) avec le chargeur embarqué. La version BEV d'entrée de gamme, incluse dans la série spéciale "First Edition", revendique déjà 500 km d'autonomie, en simple traction avec une batterie de 74 kWh.

Tarifs et lancement

Le Jeep Compass First Edition, proposé en e-Hybrid 145 ch ou BEV 213 ch, est déjà disponible à la commande à partir de 39.650 € (TVA 21 % incluse). Les premières livraisons sont prévues pour le quatrième trimestre 2025. Avec cette nouvelle génération, Jeep veut conjuguer tradition et modernité. Le Compass conserve son tempérament aventurier tout en intégrant les codes de la mobilité électrique ou électrifiée actuelle. Une proposition qui semble cohérente, ambitieuse, et incontestablement Jeep mais qui sera produite en Italie dans l'usine Stellantis de Melfi.

Mots fléchés

Corrélations		Dévouement pour son pays		Accueil		Incruster de tarte		Gros véhicule		Appareil de levage		Risque	
Bénéficiaires				Empestées				Convoitise		Fin d'infinifif		Vifs	
Peintre vénitien		Un sens				Récipients pour pâté							
						Champion				Genre de poissons	Comité d'entreprise		Département français
										Surpris			
Pied-de-veau		Dureté										Roulement de baguettes sur un tambour	
		Ville du Nigéria											
				Dieu nordique		Allure d'un cheval						Soldat américain	
Théâtre parisien						Garderies		Créateur du Penseur					
À cet endroit													
			Monticules de sable							Erbium	Groupe créé par Joystarr et Kool Shen		Ville d'Europe et d'Asie
			Résistant										
Excrément		Citoyen						Difficulté					
								Arbre fruitier					
					Équerre		Procurés						
Réputée		Sélection		Empereur des Russies						Lettres royales		Distance chinoise	
				Forme de Provence						Positions			
							Traditions				Condition	On le donne en musique	
							Port belge						
Supplis	Ancienne Allemagne Qui concerne le Roi					Princesses indiennes						Indium	
												Trou normand	
						Éclairé							Navires
Accepté		Souverain	Longues périodes	Fils de ma soeur						Roi de Jarry			
				Saison						Odour marine			
						Existerai						Aluminium	
												Note de musique	
Grosse arlière						Commune bretonne		Domage					Certaine
Courbée													
						Annonce la spécialité		Conceptions					
						Bière anglaise		Peroée					
Désert rocheux		Jeu asiatique		Astate			Patriarche biblique					Or	
				Amende			Voiture légère					Pascal	
			Commune bretonne							Vierge			
Oeuvres littéraires										Essieu			

Les prix du pétrole évoluaient en hausse mercredi à plus 62 dollars le baril à Londres, le marché interprétant positivement les négociations commerciales à venir entre les Etats-Unis et la Chine. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,53% à 62,48 dollars, et celui de WTI américain gagnait 0,71% à 59,51 dollars. Pékin et les Washington ont annoncé une rencontre ce week-end en Suisse pour jeter les bases de négociations commerciales, une première depuis l'imposition par l'administration américaine de droits de douane exorbitants sur les produits chinois et la riposte de la Chine. Ces deux pays, qui s'imposent depuis le mois d'avril des droits de douane très importants, sont les deux plus grands consommateurs mondiaux de pétrole. Une amélioration de leurs relations commerciales serait une bonne nouvelle pour leurs économies et un facteur de hausse de la demande d'or noir.



PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ
L'Allemagne misera désormais sur les centrales à gaz

L'Allemagne doit miser sur une stratégie énergétique plus diversifiée et "fiable", notamment à travers la construction de centrales à gaz, a annoncé mercredi la nouvelle ministre de l'Economie, Katherina Reiche. Mme Reiche, qui s'exprimait lors de la passation de consignes avec son prédécesseur écologiste, Robert Habeck, est revenue sur le bilan énergétique du précédent gouvernement, qui avait favorisé la production d'énergies renouvelables. La nouvelle ministre a assuré que sa politique énergétique sera axée sur la construction de centrales à gaz, d'une capacité de 20 gigawatts d'ici 2030, en jugeant que les énergies renouvelables ne suffiraient pas. Celles-ci sont "sans aucun doute une histoire à succès" et "nous ont permis de faire de grands progrès dans la protection du climat", a déclaré l'ancienne dirigeante d'une filiale du fournisseur d'énergie EON. "Mais elles ne suffiront pas à fournir de l'électricité de manière fiable et à des prix abordables à toute heure de l'année", a-t-elle précisé rappelant la nécessité de "maîtriser les coûts".

AFFRONTEMENT ENTRE L'INDE ET LE PAKISTAN
L'Algérie exprime sa «réelle préoccupation»

Le Gouvernement algérien a exprimé ses « profonds regrets » ainsi que sa « réelle préoccupation » quant aux affrontements « tragiques » entre l'Inde et le Pakistan, a indiqué mercredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. Dans le cadre du Conseil de sécurité, de même qu'à l'occasion des entretiens téléphoniques du minis-

tre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, avec ses homologues indien, Subrahmanyam Jaishankar, et pakistanais, Mohammad Ishaq Dar, l'Algérie a adressé «un appel pressant à la retenue, tout comme elle a appelé à faire primer la voie politique et diplomatique sur le recours à la force», a souligné le communiqué. L'Algérie «renouvelle cet appel avec d'autant plus d'insis-

tance que le déclenchement des hostilités depuis la soirée d'hier est porteur de risques graves pour la paix et la sécurité de l'ensemble de la région». «La plus haute priorité de l'heure doit être accordée à la retenue, au calme et au sens de responsabilité pour renouer avec le dialogue qui, seul, pourra épargner à l'Inde et au Pakistan, ainsi qu'à leurs peuples les épreuves d'un conflit qu'ils peuvent et doivent surmonter», a conclu le communiqué.

Chronique Eco
d'Anouar El Andaloussi

Allons-nous vers une nouvelle mondialisation, ou juste un réajustement ?

La mondialisation heureuse, comme aime à l'appeler les tenants du libéralisme et du libre-échange, va-t-elle céder sa place à une mondialisation plus humaine, plus éthique, plus solidaire, plus durable, plus juste ? Rien n'est moins sûr ; mais ça reste un défi possible.

La mondialisation par le libre-échange et la financiarisation à outrance commence à connaître ses limites. Sa logique, non apparente, est profondément mercantile. Le libre-échange prôné par les plus forts, dans les années post 2ème guerre mondiale, au nom d'une division internationale du travail, a reconfiguré la géographie économique par l'effet des rapports de compétitivité économique. Les pays industriels ont poussé la logique de cette DIT jusqu'au bout, pour aboutir à une désindustrialisation massive des économies occidentales et à une spécialisation parfois très poussée ; il y a ceux qui localisent les industries manufacturières et ceux qui investissent dans les services à haute valeur ajoutée. Et il y a ceux qui sont restés plombés dans une spécialisation sur les matières premières. Elle a accéléré l'effondrement des économies industrielles et a précipité la désindustrialisation du « monde » capitaliste ; ce dernier est devenu mercantile et financier. Certains économistes parlent de découplage entre économie réelle/économie financière. Aujourd'hui l'avantage tiré de ce rôle, dans la sphère commerciale et financière, devient fragile et susceptible de crise à tout moment. Dans les années 80, le libéralisme apportera sa réponse grâce à la mondialisation. Elle fera baisser les prix pour maintenir la consommation (ou le consumérisme, valeur centrale du capitalisme), et les coûts en élargissant la concurrence au monde entier. C'est la naissance de la « Mondialisation heureuse ». Cette mondialisation est maintenant attaquée par ses promoteurs, parce qu'elle n'est plus avantageuse pour ces derniers. Les avantages du libéralisme s'épuisent pour certains (USA en particulier) et avec eux, la crise financière s'installe dans la durée au moment où l'épuisement des ressources naturelles s'accélère. On assiste du coup à une volonté de freiner le libéralisme globalisé et le retour au protectionnisme du début du siècle dernier. En matière économique, les convictions s'estompent là où commencent les intérêts, comme le montre souvent les volte-face des pays développés vis-à-vis des pays en développement à l'occasion des négociations internationales (GATT, OMC, FMI...). Derrière les discours « politiquement correctes » se cachent des stratégies de domination, de captation des rentes, de spoliation des richesses naturelles, etc. Les réserves américaines à l'égard du libre-échange ne sont pas ap-

parues en 2025. L'histoire révèle en effet que « les États-Unis [le] défendent quand il sert leurs intérêts, mais l'abandonnent au profit du protectionnisme dès l'instant où les forces du marché remettent en question leur suprématie », souligne le China Daily du 19 mars 2025, repris par le Monde Diplomatique (Mai 2025). La « tempête Trump » s'inscrirait donc dans le contexte plus large d'une crise américaine aggravée par une inflexion : la mondialisation à laquelle a présidé le pays depuis 1945 lui profite moins qu'autrefois (idem). L'ère d'un commerce international de plus en plus libre et étendu, fondé sur un système fondé et des règles que les États-Unis ont contribué à créer, a brutalement pris fin. Le 2 avril, lors d'une cérémonie théâtrale à la Maison Blanche, le président américain Donald Trump a annoncé une série de droits de douane massifs qui affecteront la quasi-totalité des pays étrangers y compris les pays alliés des USA depuis la 2ème Guerre mondiale, les grands bénéficiaires du libre-échange à la base de la « mondialisation heureuse ». Le président américain a détruit le système qui a donné la puissance à son pays depuis plus de 80 ans. Pour le président du Center for China and Globalization, un think-tank proche du pouvoir chinois, les États-Unis viendraient donc de « se tirer une balle dans le pied ». Il n'est pas sûr que dans la crise actuelle, la Chine ne perde rien, c'est faux au moins à court terme. A long terme, la Chine est le grand bénéficiaire, parce qu'elle sera au cœur du nouveau dispositif et influencera la définition des nouvelles règles ; car la «nouvelle mondialisation » se fera certainement avec de nouveaux acteurs et la Chine en sera le principal. Les économies qui étaient totalement absentes au moment de la conception et de l'organisation de l'internationalisation des échanges (accords de Bretton Woods, accords sur le commerce (le GATT puis l'OMC), sont aujourd'hui, pour certaines au premier rang de la scène économique et même dominantes dans beaucoup de domaines. C'est le cas notamment de la Chine, du Mexique, du Brésil, de l'Indonésie, des Philippines, voire du Vietnam, et d'autres pays encore. Ils ont « osé » s'organiser en « Club » « les BRICS+ » en attendant d'aller plus loin. Peut-être que le moment est venu pour participer à la nouvelle configuration de la nouvelle Mondialisation (je préfère Globalisation au sens anglo-saxon). Dans ce « désordre » économique, le capitalisme ne meurt pas avec la mondialisation actuelle, mais il se régénère en changeant les règles fondamentales de son fonctionnement. Dans ce cadre, contrairement

aux pratiques politiques actuelles, le renouvellement ne peut se faire par le populisme. Il y a une expérience historique, celle du communisme, qui a échoué parce qu'il est devenu démagogique dans sa pensée et populiste dans son action. Le populisme, de droite ou de gauche, ne peut être qu'un tremplin pour passer à autre chose. Le populisme est révélateur de la crise, mais en aucun cas, un modèle de sortie de crise. Les problèmes économiques sont trop grands et ne pourront pas être résolus par des réponses identitaires, nationalistes, populistes... De même, trouver un système alternatif au capitalisme, plus équitable et éthique est illusoire ; ce dernier demeure la forme la plus élaborée de l'organisation économique. La mondialisation n'est ni un concept, ni une idéologie, ni un modèle ; elle est le produit d'une évolution historique ; et comme une expérience, elle est marquée par les plus puissants, les plus avertis, les plus expérimentés. Comme toute évolution sociale, elle n'est ni linéaire, ni prédéterminée. Elle connaît des bonds, des sauts, des ruptures, des adaptations, des crises... Aujourd'hui, la mondialisation est dans sa phase de crise structurelle voire morale. Elle se renouvellera sur de nouvelles règles, de nouvelles normes, de nouveaux paradigmes, afin d'intégrer les évolutions qu'elle a produites dans sa trajectoire historique. La Chine est l'exemple-type d'une intégration dans la mondialisation et le multilatéralisme, pour un pays « communiste », sous-développé et sous-industrialisé. Elle a appliqué scrupuleusement toutes les préconisations et toutes les règles définies par les promoteurs de la Mondialisation. C'est en période de crise que les personnes audacieuses font de bonnes affaires, dit-on. Ceci est valable aussi pour les Etats. Les mutations en cours peuvent être l'occasion de se positionner avantageusement dans les nouvelles configurations de l'économie mondiale. Partir avec des alliances stratégiques serait un atout. Les économies de taille moyenne, comme l'Algérie, se positionnent dans le nouvel échiquier avec d'autres économies plus fortes, dans une complémentarité structurelle et dans une démarche stratégique de long terme. Qui mieux que l'Algérie, dotée de nombreux potentiels qui n'attendent que d'être transformés en forces : un positionnement géographique exceptionnel, des ressources naturelles variées et disponibles et un capital humain en jachère. Passer du potentiel à une force réelle nécessite, bien entendu, d'autres facteurs de transformation: des institutions performantes, un leadership politique et une vision globale.